



Tshim remonté contre le FCC

Lire texte en page 7.



LE PLUS FORT TIRAGE | LA PLUS FORTE VENTE | LA PLUS FORTE AUDIENCE | DE TOUS LES TEMPS

international

SINCE 1989

N°1453 | LUNDI 15 AVRIL 2019 | 24 PAGES €7 \$8 CDF 10500 | FONDÉ À KINSHASA PAR TRYPHON KIN-KIEY MULUMBA

www.lesoftonline.net

www.lesoft.be

Que cache CACH

Coup de gueule.

Où est passé CACH? Pourquoi ne s'exprime-t-il pas ou ne s'exprime-t-il pas de façon ordonnée mieux, coordonnée? Était-ce une construction virtuelle mieux, un château des cartes? Lui qui compte à sa tête ceux qu'un homme, politologue, connaisseur de la classe politique congo-

laise, appelait quand la campagne battait son plein - in tempores non suspecto - et quand ça grondait de partout, des «bêtes de scène». L'un, animal politique s'il en est, Vital Kamerhe Lwa-Kanyinginyi Nkingi, économiste issu de l'Est où il vient d'engranger à lui seul plus de votes que quiconque dans ce pays de Bukavu indiscutablement le sien où il est né un 4 mars 1959. L'autre, animal politique aussi. Fils du Centre et de l'Ouest, Kinshasa pour sa colonie, dont le nom notoirement sonne



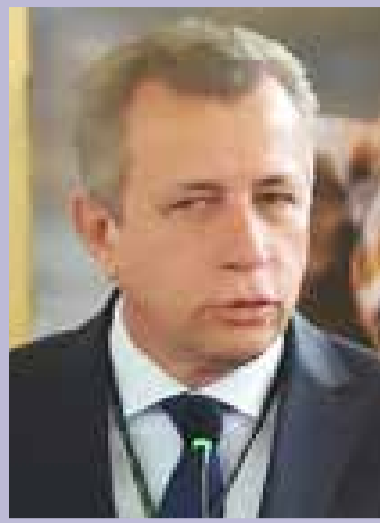
23 nov. 2018, Serena Hotel, Nairobi, alliance Vital Kamerhe-Félix Tshisekedi. CACH est né. DR.

comme sorti de la cuisse de Jupiter, celle de son père Étienne Tshisekedi wa Mulumba et, du coup, fait l'unanimité, draine des foules, longs fleuves noirs d'hommes, femmes, jeunes au point de constituer à lui seul l'État dans l'État, comme le fut le père ... Il s'agit de Fatshi, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Quand son alter ego dans la fameuse coalition de gestion des institutions d'après scrutins, à savoir, le FCC, Front commun pour le Congo, monte en flèche dans ses prises de position,

on attend une réaction au moins à la mesure de l'impérite, venant de CACH, Cap pour le changement, cette plateforme politique lancée à Nairobi, au Kenya, un 23 novembre 2018, après la débâcle de Genève survenue dès le lendemain de la signature de l'hypnotisant accord du 11 novembre - «l'accord de l'erreur concocté par la Fondation Kofi Annan» - décrié dès le soir même 11 novembre par Fatshi, dès le lendemain 12

(suite en page 5).
T. MATOTU ■





De g. à dr. Senga Valentin (10/18, FCC/PPRD, Bas Uélé), Bobo Boloko Bolumbu (15/20, FCC/PPRD, Équateur), Jacques Kyabula Katwe (32/48, FCC/PPRD, Haut Katanga), Christophe Baseane Nangaa (13 voix, FCC/ADRP, Haut-Uélé), Jean Bamanisa Saidi (24/47, FCC/RIA, Ituri), Dieudonné Pieme Tutokot (25/31, FCC/PPRD, Kasai). DR.



De g. à dr., Jean Maweja Muteba (CACH/UDPS, Kasai Oriental), Gentiny Ngobila Mbaka (29/48, FCC/PPRD, Kinshasa), Atou Matubuana Nkuluki (28 voix, FCC/PPRD, Kongo Central), Jean-Marie Petipeti Tamata (19/21, FCC/PALU, Kwango), Willy Itsundala Asang (29/48, FCC/PPRD, Kwilu), Sylvain Lubamba Mayombo (19/26, FCC/PPRD, Lomami). DR.



De g. à dr., Muyej Mangez Mans (19/22, FCC/PPRD, Lualaba), Augustin Nkola Myoma Musafiri (14/24, FCC/PPRD, Maniema), Crispin Ngbundu Malengo (G7, Mongala), Théodore Ngwabidje Kasi (38 voix, FCC/AFDC, Sud Kivu), Mwanzambala Kabila Zoé (16/25, FCC/PPRD, Tanganyka), Boongo Nkoy Pancrace (FCC/PPRD, Tshuapa). DR.

La guerre de la territoriale est loin d'avoir pris fin

Elle est loin d'avoir pris fin. Tant qu'il n'y aura pas consensus au sein des Institutions, il ne faut pas croire que la question sera vidée. Certes, sur papier, dans l'urne, aux termes de la proclamation de la CENI, ils ont gagné. voire largement remporté. Reste l'étape de l'investiture. Et si Fatshi demandait à gratter chacun des cas, pris par la pression populaire qui estime que ces résultats sont loin de refléter la réalité populaire? Aucun dirigeant au monde en effet ne peut désormais se passer de la rue et du risque du dédagisme... Si en Haut-Uélé, l'une des provinces de l'ex-Province Orientale, le gouverneur sortant ayant voulu se succéder

à lui-même, Jean-Pierre Lola Kisanga (battu par 7 voix contre 13) a très vite concédé sa défaite mercredi 10 avril 2019 félicitant son successeur et unique challenger Christophe Baseane Nangaa, le propre frère du président de la Commission électorale nationale indépendante, ce n'est pas parce qu'il n'a rien à y redire. Bien au contraire, «ici, comme ailleurs dans le pays, la corruption des élus locaux a battu son plein. Chacun d'eux a reçu dans le Haut-Uélé au moins US\$ 120.000,00 en vue d'assurer la victoire sans appel du frère cadet» (de Corneille Nangaa Yobeluo), accuse un observateur présent. «Seules la démocratie et la province du Haut-



À Kin, passation civilisée des témoins? DR.

Uélé ont triomphé», a pourtant réagi le gouverneur qui invite la population «à apporter son soutien total au nouveau gouverneur élu pour le développement et l'émergence de la jeune province», a déclaré Lola Kisanga «qui en sait plus et n'a aucun intérêt à soulever des vagues de colère... (contre son successeur). La guerre pour lui est perdue d'avance. Ce qu'il cherche est que celui qui lui succède ne lui cherche pas noise demain», explique un homme. Si c'est l'accalmie dans le Haut-Uélé, c'est loin d'être le cas dans le Haut-Katanga, capitale Lubumbashi où le tout récent prisonnier politique Jean-Claude Muyambo Kyassa conteste son échec dans la course

au gouvernorat. Habitué des cours et tribunaux, l'ex-bâtonnier de L'shi a déposé à la Cour d'appel locale un dossier de requête «en annulation des résultats de cette élection». «Je n'ai pas perdu», explique-t-il, dénonçant une «corruption à ciel ouvert». L'ancien ministre des Affaires humanitaires du gouvernement Gizenga explique «avoir eu le temps d'appeler le président de la CENI pour l'alerter. Il m'a dit qu'il devrait tout faire pour que cela ne se passe pas de la manière dont je lui ai parlé. J'ai rapporté que 17 personnes venues de Kinshasa ont séquestré 21 députés à l'hôtel Karavia. Ils leur ont arraché leurs téléphones. On les a amenés dans un bus jusqu'à l'Assemblée

provinciale». Avant de poursuivre, toujours aussi combatif: «Pendant la plénière, au moment du déroulement du vote, j'ai eu la chance de protester avec l'honorable Coco Mulungu. (La vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux) Mais, ils avaient décidé de faire ce qu'ils ont fait». Muyambo déplore le fait que «des députés sont devenus inaptes. Ils se font accompagner, pas pour voir comment la machine marche, mais pour voir qui a voté pour qui. C'est une honte pour la République». la même protestation a été formulée par le patriarche Gabriel Kyungu wa Kumwansa expliquant n'avoir jamais eu souvenance d'une telle honte.

ALUNGA MBUWA



« Échange RDC-USA, quelles en sont les implications ? »

Le Mercredi 27 Mars 2019 s'est tenue la rencontre autour du thème : « Échange RDC-USA, quelles en sont les implications ? » organisée par Breakfast Connexion, à l'hôtel Memling de Kinshasa. Cette soirée, sponsorisée par RAWBANK, a eu la particularité d'avoir comme invité spécial l'Ambassadeur des États-Unis en RDC, M. Mike HAMMER ainsi que la présence du DGA de RAWBANK, M. Mustafa RAWJI.

Considéré comme un signal fort, le rendez-vous qui a réuni plus de 30 participants, acteurs économiques y compris, avait au cœur de son programme des discussions sur les enjeux commerciaux et opportunités d'affaires entre la RDC et les États-Unis.

Une commune vision d'engagement : accroître le volume des échanges commerciaux estimés jusque-là en chiffres à près de 100 millions de dollars US.

RAWBANK, représentée par son DGA M. Mustafa RAWJI, a tenu à partager brièvement son expérience en tant que leader dans le secteur bancaire congolais et de sa contribution à l'amélioration du climat des affaires et des investissements en RDC.

En effet, parmi les défis qui constituent une barrière entre ces deux États, on peut citer la corruption, l'insécurité et le faible taux de bancarisation & accès aux nouvelles technologies. Néanmoins, des efforts et une volonté concrète sont conjugués tant au sein du secteur privé que public afin de booster l'économie congolaise, la diversifier et attirer le monde des affaires américain dans les différents secteurs-clés de la RDC.

M. Mike HAMMER, Ambassadeur des États-Unis en RDC, a saisi cette occasion pour réitérer la volonté de l'Administration TRUMP à accompagner son partenaire congolais dans la relance de la coopération économique bilatérale entre les deux pays. Il a également encouragé les efforts fournis par le secteur bancaire par ses acteurs-clés, comme RAWBANK, qui contribue à l'inclusion financière pour tous.

Pour RAWBANK, ce fut une énième occasion de démontrer son implication dans le développement économique de la RDC. La banque s'est toujours positionnée comme l'un des partenaires financiers qui contribue à redorer l'image du marché bancaire congolais tant au niveau national qu'international.

Ce qui nous importe le plus, c'est de réussir avec vous.



RAWBANK
is my bank.



Kitenge Yesu accueilli par dix ambassadeurs UE

Le Chargé d'affaires a.i de la Belgique a certainement voulu s'assurer, autant que possible, de la nouvelle ligne politique du Congo imprimée par le Chef de l'État face aux Occidentaux particulièrement s'entend, face à l'Union Européenne, à la Belgique et, pourquoi pas, tenter de savoir un peu plus, sur tel sujet susceptible d'intéresser les cercles diplomatiques avides d'informations ou simplement saluer - pourquoi pas - les nouveaux arrivants. Une semaine auparavant, Philippe Bronchain avait rendu

visite à celui qui, depuis le 8 mars, a été nommé par ordonnance présidentielle, Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République, Chef de l'État, fonction inconnue jusqu'ici dans la nomenclature des portefeuilles ou postes de l'État congolais mais dont tous soupçonnent le contenu.

DÉJEUNER D'ÉCHANGE.

L'ambassadeur Yesu Kitenge a reçu le diplomate belge à son bureau du quartier brouillant du centre des affaires, boulevard du 30 juin, où il exerçait «à ce jour et depuis toujours» les fonctions de Président du Conseil d'Administration

d'une firme privée. Philippe Bronchain a proposé au Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République s'il verrait un quelconque inconvénient d'être accueilli à la Résidence belge, au cœur du quartier paisible de la Gombe, le long du fleuve, à l'heure du déjeuner, par la communauté des ambassadeurs des pays de l'Union Européenne accrédités à Kinshasa. Ce serait un honneur, un plaisir, a dû répondre Yesu Kitenge qui a voulu, pour l'occasion, se faire entourer de quelques proches intéressés au dossier Europe, mieux, connaisseurs du sujet. Le déjeuner a eu lieu vendredi 12

mars. Tous les dix ambassadeurs ou chargés d'affaires (chefs de mission ou chefs de mission adjoints) - la RDC, hélas!, n'est pas très courue ces années-ci par le monde diplomatique qui le regrette clairement s'agissant d'un pays d'une telle importance - étaient là, au grand complet et à l'heure dite. La Suédoise Maria Håkansson, le Néerlandaise Marion van Schaik, tous, même le diplomate britannique collé aux nouvelles d'un Brexit hard ou soft, d'une sortie sans ou avec accord, avaient hâte à savoir quoi quand cet homme qui se déplace désormais une canne à la main et qui aime, certai-

nement, à faire... patriarche, fait irruption. Un déjeuner convivial d'échange. Autour des sujets récurrents, les diverses annonces du Chef de l'État qui séduit l'Occident. Qu'est-ce cette fonction de Haut Représentant et Envoyé Spécial du Président de la République, Chef de l'État? Comment l'Europe pourrait aider le Congo dans ses multiples défis notamment celui de combattre la corruption? Un mal dont n'est guère exempt aucun pays au monde - pas l'Europe en tout cas - mais, étant donné son ampleur, a plombé l'économie et donc, le développement du Congo? Questions de liberté de circula-

tion des biens et des hommes... Le citoyen congolais, malgré sa proximité avec la Belgique et, avec la France par exemple et dont il partage la langue, n'a pas une entrée simplifiée dans ces pays - donc un statut spécial - et, d'ailleurs, nulle part dans aucun autre dans le monde, le Congolais n'entre sans montrer patte blanche! Il se constate, chaque jour qui passe, que la liberté et les droits de l'homme sont une priorité sous ce nouveau régime mais comment concilier cette liberté et ces droits accordés aux Congolais face aux impératifs du développement? A-t-on jamais, s'agissant de la défense de

liberté et des droits de l'homme, atteint le point de non-retour? Si oui, comment expliquer le phénomène Gilets Jaunes en France voire... en Belgique qui taraudent tant les semaines, les mois des dirigeants de ce pays, particulièrement le président Macron? Dans ces cercles diplomatiques, l'intérêt en soi n'est pas dans les sujets abordés. L'intérêt de ces rencontres c'est dans ce qu'elles font connaître et apprécier les convives. C'est dans l'échange de cartes de visite en espérant que cela aura une suite. Voire des suites dont les divers pays, Congo et pays de l'UE, peuvent tirer profit...
ALUNGA MBUWA ■

Bemba réclame le porte-parolat Moïse rejette


A quel parti, politique mieux, à qui ira le poste de chef de l'opposition, dans la loi, porte-parole de l'opposition, poste équivalent à celui d'un portefeuille ministériel? Sur les réseaux sociaux, le débat fait rage entre partisans MLC de JPB et ceux d'Ensemble pour le Changement dont le président est le riche homme d'affaires katangais Moïse Katumbi Chapwe. Tout commence par un tweet du député national MLC et porte-parole du parti de Jean-Pierre Bemba, Jean-Jacques Mamba qui se vante que son MLC dispose de 51 élus et que c'est à lui, de loin, le premier parti d'opposition que va aller ce poste de porte-parolat de l'opposition jamais ouvert lors de la législature passée - le pouvoir de connivence avec des ténors de l'opposition - avait multiplié des incidents de procédure afin que ce poste ne soit jamais ouvert. Il en va désormais autre-

ment avec Fatshi qui assure garantir les droits et libertés des Citoyens. Un autre porte-parole d'un autre opposant, Moïse Katumbi Chapwe, à savoir, Michael Tshibangu très actif sur les réseaux sociaux, n'a rien trouvé de mieux que d'inviter son collègue du MLC au vote. «Rendez-vous au vote», avant de préciser, face aux jérémiades du MLC: «Vous pouvez tout dire, cela ne changera pas le rapport de force à l'Assemblée nationale».

LES LEADERS SE RENTRENT DEDANS.


Quand le MLC fait valoir son statut de parti politique, les pro-Katumbi disent que la loi ne fait aucune différence entre élus d'un parti politique et élus d'un regroupement, forts de leurs 78 députés d'opposition sur les 109 qui forment l'opposition à l'Assemblée nationale. Du coup, «on n'a même pas besoin du consensus. Nous allons simplement

faire ce que dit la loi». «Sans qu'il ne soit nécessairement parlementaire, le Porte-parole de l'opposition politique est désigné par consensus, à défaut par vote au scrutin majoritaire à deux tours, dans le mois qui suit l'investiture du Gouvernement, par les Députés nationaux et les Sénateurs, membres de l'Opposition politique déclarés conformément l'article 3 de la présente loi». Puis, les «Députés et les Sénateurs de l'Opposition politique se réunissent sous la facilitation conjointe des Bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat, à la demande écrite de tout groupe parlementaire ou politique de l'opposition politique, selon le cas» (art. 19 de la loi sur l'opposition politique). On voit mieux ceux qui se distribuent les coups par affidés interposés: les deux leaders JPB et MKC coalisés de Lamuka ont décidé de se rentrer dedans, chacun voulant ce poste...
D. DADEI ■



RAWSUR

ASSURANCE



RAWSUR

Assurance Vie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ANNONCE OFFICIELLE DE L'OBTENTION D'UN AGRÉMENT POUR LES SOCIÉTÉS
RAWSUR SA ET RAWSUR LIFE SA

Kinshasa, le 2 avril 2019

Les Conseils d'Administration des sociétés d'assurance RAWSUR SA et RAWSUR LIFE SA annoncent officiellement l'obtention de leurs agréments en tant que sociétés d'assurance opérant en République Démocratique du Congo par l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA), jeudi 28 mars 2019.

En plus de marquer la libéralisation effective du secteur des assurances, cette décision annonce également le début d'une nouvelle ère économique, en raison du rôle important que sont appelées à jouer les sociétés d'assurance dans le développement économique et social de la République démocratique du Congo. Elles agiront comme catalyseur d'inclusion financière et contribueront à accélérer l'émergence d'une véritable classe moyenne.

RAWSUR SA exercera les activités d'assurance non-vie, regroupant les accidents, les incendies et les risques divers.

RAWSUR LIFE SA, précurseur et première compagnie d'assurance agréée dans cette branche en RDC, exercera les activités d'assurance-vie. Avec son développement, l'assurance-vie va permettre de financer durablement l'économie congolaise, recueillir et mobiliser une épargne longue et stable. En ce sens, RAWSUR LIFE SA est un nouvel investisseur institutionnel de premier plan.

Pour cela, les deux entités distinctes s'appuient sur les mêmes quatre valeurs fortes qui constituent leur identité : la CONFIANCE, l'INNOVATION, le RESPECT et l'EXCELLENCE.

Notre mission est de faire une réelle différence dans la vie des populations et des entreprises en les protégeant contre une diversité de risques et en leur permettant de connaître et de saisir toutes les opportunités qu'offre le nouveau secteur des assurances.

M. Mazhar RAWJI,
Président des Conseils d'Administration

Contacts : - communication@rawsur.com
- communication@rawsurlife.com

Un mutisme qui inquiète à CACH

(suite de la page 1).

novembre par VK, plateforme renforcée le 3 décembre dans la Capitale Kinshasa par l'adhésion publique de ténors de l'Ouest.

QUESTIONS QUI FONT MAL.

Pourquoi cette réaction ne vient-elle pas? Après par exemple le communiqué du 8 avril brochant des propos du Chef de l'État tenus à l'issue de sa visite à Washington du 3 au 7 avril, et qui ressemble même s'il ne le dit pas expressis verbis, à une mise en garde en règle, en clair, un coup de semonce donné avant l'ouverture des feux, le Congo et le monde attendaient une réplique d'au moins de même niveau, estampillée CACH, avaient l'oreille et l'œil rivés sur les/aux médias. Pourquoi celle-ci n'est jamais venue tôt ou tard quand des jeunes de la ligue de l'UDPS, ayant saisi l'exacte mesure de la sortie médiatique, s'en émeuvent, qualifient le 12 avril, dans une déclaration politique musclée de deux pages, ce communiqué signé par près de vingt chefs de partis de l'ex-majorité, de «discourtois à l'endroit du Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo» et, à leur tour, «mettent en garde les signataires de ce communiqué qui, en dix-huit ans de leur gestion à la tête du pays, n'ont semé que désolation et malheur», appellent, «en cas de récurrence, la jeunesse de l'UDPS ensemble avec la jeunesse du Congo (à prendre) des dispositions qui s'imposent»? Lorsque dans ce texte, le FCC critique «la teneur de certains propos militants tenus par le Chef de l'État à l'occasion de sa visite aux États-Unis sollicitant l'appui d'une puissance étrangère pour, selon lui, déboulonner le système dictatorial en RDC»; lorsque



Le 23 novembre 2018, Serena Hotel de Nairobi, Kenya. Après l'échec de la réunion de Genève, V. Kamerhe et F. Tshisekedi portent sur les fonts baptismaux l'accord portant naissance de CACH, Cap pour le Changement. DR.

cette plateforme politique écrit que «ces affirmations surprenantes (ndlr, celles du Chef de l'État) remettent gravement en cause l'héritage démocratique ancré en RDC depuis 2006 et qui s'est traduit par la première alternance pacifique et civilisée du pouvoir à la magistrature suprême dont l'actuel Chef de l'État est bénéficiaire»; quand les pro-Kabila formulent des regrets quant à «l'approche tendancieuse visant à instrumentaliser les valeurs républicaines telles que la lutte contre la corruption et autres antivaleurs, en tentant de s'approprier le monopole de leur promotion et de leur préservation, alors qu'elles sont partagées par le FCC, depuis l'avènement de la révolution du 17 mai 1997»; ou, last but not least, quand les FCC dénoncent la gestion dispendieuse et illégale des fonds publics à la présidence de la République; etc., etc., pourquoi diantre! ce motus et bouche cousue de la part de CACH proche de l'étourdissement? En un mot ou en mille, où est passé CACH mieux, que cache CACH? Un affaiblissement? Une infériorité

intellectuelle? De la complaisance ou son pendant, de la connivence coupable? De l'aveulement? Un éteignement? Une extinction politique?

CHAMPAGNE DE DIAMANTS.

On imagine les scènes de liesse dans des salons matelassés de FCC dans les quartiers cossus de la Gombe ou sur les hauteurs de la ville où le Champagne Goût de diamants coule à flots avec son logo en forme de S, étiquette en or blanc massif 18 carats incrusté d'un diamant blanc 19 carats, le tout fait entièrement à la main par des orfèvres du luxe... Incroyable! Ce retour sur scène grandeur nature - reflux, rebond - de ce qui paraissait s'être éteint, cet arrêt coup-de-poing de la... communauté judiciaire nationale - le Conseil Supérieur de la Magistrature - dans ce qui se passe dans le Sankuru! Mais, sait-on jamais!, CACH serait-il adepte de la stratégie d'usure - à malin, malin et demi, perdre les batailles mais gagner la guerre, est pris qui croyait prendre, etc. - alors que le FCC mène, mieux, met KO CACH, à voir

les coups de massue qu'il lui porte ou CACH n'est-il simplement pas clairement dépourvu de cerveau? Un vacuum conceptuel, idéologique. Mais tiens! Qui pourrait oser l'affirmer? Voici, là, des questions qui taraudent ces dernières semaines surtout, à chaque soir de proclamation des résultats électoraux par la... Commission électorale nationale indépendante Nangaa. ♦ Ce fut le cas déjà le 11 mars à l'issue de l'élection des bureaux des Assemblées provinciales sur les 24 qui votaient ce jour-là). ♦ Cela vient d'être le cas le 10 avril à l'élection des gouverneurs (16 des 22 postes de gouverneur de province). Et, depuis, les FCC en ont gagné d'autres, renforçant leurs positions... À chaque uppercut, CACH s'affaisse, s'affale, renforçant chaque fois l'encerclement politique du Président de la République et si, réaction arrive, ce sont des individus qui s'osent s'en sentant outrés mais, il faut certainement l'avouer, à leurs risques et périls, ignorant tout des tenants et des aboutissants d'une aussi taciturnité publique!

de mœurs, investissements immobiliers, etc., art. 164 et 165) ainsi que la mise en accusation du Président de la République est votée à la majorité des deux tiers des membres au Parlement composant le Congrès». Or, cette majorité des deux tiers, le FCC à l'arrogance établie, peut se targuer, aux termes des élections Nangaa, de la disposer sans aucun doute et de l'activer. ♦ Ce fut le cas déjà le 11 mars à l'issue de l'élection des bureaux des Assemblées provinciales sur les 24 qui votaient ce jour-là). ♦ Cela vient d'être le cas le 10 avril à l'élection des gouverneurs (16 des 22 postes de gouverneur de province). Et, depuis, les FCC en ont gagné d'autres, renforçant leurs positions... À chaque uppercut, CACH s'affaisse, s'affale, renforçant chaque fois l'encerclement politique du Président de la République et si, réaction arrive, ce sont des individus qui s'osent s'en sentant outrés mais, il faut certainement l'avouer, à leurs risques et périls, ignorant tout des tenants et des aboutissants d'une aussi taciturnité publique!

Même les médias - si médias du pouvoir, média public désormais il y a, présentant, illustrant, défendant un certain bon sens général - on en entend rien! Ni en interne, ni en externe! Gravissime... À l'ère de la technologie, ère de modernité, du tout media, ère de la réactivité, de l'interactivité, comment CACH veut gouverner le Grand Congo sans au minimum faire partir en écho un autre son quand les attaques fusent? Pourquoi CACH est-il bouche bée quand, en face, ça gronde? Depuis sa grande réunion du 3 décembre à Kinshasa, à Limete, au siège de l'UDPS où la présentation officielle de l'équipe renforcée de CACH fut faite, nulle part, les Congolais n'ont vu CACH se réunir, s'exprimer par une bouche autorisée ou par un communiqué cacheté...

RELATIVISONS TOUT DE MÊME...

CACH est pourtant là, présent, par plusieurs millions, des millions de Congolais qui ont voté le Candidat n° 20 Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, rejoints par millions par d'autres Congolais fascinés, emballés,

mobilisés par les premières annonces du nouveau Président de la République. Ces millions de Congolais constituent une réelle force, certainement la plus puissante, la plus décidée, la plus déterminée, la cuirasse qui ne faiblit pas, susceptible d'anéantir toute fertilité, de prendre toute forteresse, de renverser en un tournemain les rapports de force. Il suffit qu'ils reçoivent un mot d'ordre ou qu'ils ne reçoivent rien et qu'ils s'aperçoivent par eux-mêmes le péril face auquel s'expose le rêve porté... Nul au CACH par exemple n'a lancé le moindre appel au soir des Sénatoriales quand, ayant renversé des tables, depuis des bas quartiers de la Capitale, ayant cassé la digue, des foules déferlent sur la ville en direction des aires aseptisées de la Gombe avec objectif résolu d'appliquer le dégasisme qui vient de se faire entendre avec force concomitamment à Alger et à Khartoum après qu'il a agi au Printemps arabe (Tunis, Le Caire, Tripoli, Bahreïn, Sanaa, etc.) quand l'onde de choc se déversait à Harare, Pretoria, etc. «La force de Tshisekedi face au FCC c'est que le FCC dispose de ses mille élus théoriques toutes assemblées nationale et provinciales confondues mais si demain, ces assemblées avaient le toupet de se réunir au Palais du Peuple pour se défaire de Tshisekedi, elles seront réduites en cendres», pronostique un observateur. «Cette force du FCC n'est qu'une formule mathématique en italiques qui ne saurait changer quoi que ce soit à la force du peuple que représente Tshisekedi et l'espoir qu'il porte. Si cette force mathématique actionnait un jour une branche de l'armée loyaliste pour parvenir à ses fins, elle perpétuerait

(suite en page 6).

Cette stratégie est-elle payante?

(suite de la page 5).

un coup d'État». Or, poursuit cet homme, observateur avisé de la scène politique congolaise, «Tshisekedi a non seulement la population avec lui, il a aussi la SADEC, la puissante Communauté des pays d'Afrique australe, la Communauté internationale, les États-Unis en tête et, désormais, l'Église catholique qui demande au Président de se montrer inflexible face aux maux qui gangrèment le pays depuis cinquante ans, lui apportant du même coup, du carburant supplémentaire». Une population qui, à tout instant, comme le font savoir des jeunes de la ligue de l'UDPS dans leur déclaration du 12 avril, est susceptible de prendre à rebrousse-poil ces enclaves que sont les assemblées

constituées par la Commission Électorale. Dans ce vent de dédagisme, nul ne pourrait leur résister...

AU PRÉSIDENT AU PRÉSIDENT SEUL.

«Cadres CACH, évitez de spéculer sur l'accord avec le FCC. Mieux s'en tenir à la précision du PR à Windhoek. Et savoir que lorsqu'on s'engage mal dans un virage, on finit par déraiser. «Cassez le thermomètre n'est pas la meilleure façon de faire baisser la température» (José Artur). Ce tweet apporte certes tempérance. Il s'inscrit dans une perspective de déminage d'une scène qui jour après jour s'enfièvre à souhait depuis ce communiqué FCC du 7 avril signé - cela n'est pas un hasard - non par ses membres prééminents du Comité

stratégique ou par son puissant Coordinateur Néhémie Mwilanya Wilondja - «le Vice-président de Joseph Kabila» à en croire des médias étrangers - DirCab de l'ancien Président mais par dix-huit têtes pensantes, chefs des regroupements politiques membres du FCC, à savoir, G18, RIA, AA, ADRP, AAA, ATIC, PPRD, NOGEC, AFDC-A, PALU, AABC, ABCE, APCO, etc. Un autre communiqué qui fit mouche. Celui de mercredi 6 mars 2019. Communiqué conjoint FCC-CACH au ton comminatoire qui fit entendre que les négociations FCC et CACH venaient d'avoir lieu; qu'elles avaient pris fin et qu'il ne restait qu'au Président de la République de la République seul désormais - de signer «diligem-

ment» l'ordonnance portant nomination non d'un informateur mais de la personne devant former ce gouvernement attendu et dont le nom serait donné par l'ancien président de la République au titre d'autorité morale du FCC! Du coup, le communiqué prenait acte de la suprématie du FCC au sein de l'Assemblée nationale avec ses 330 députés sans que cela n'ait attendu une identification physique de cette majorité par l'Assemblée nationale comme le réclament tous les constitutionnalistes. Art 78, il est en effet écrit: «Le Président de la République nomme le Premier Ministre au sein de la majorité parlementaire après consultation de celle-ci (...) Si une telle majorité n'existe pas, le Président de la République confie une mission d'information à une personnalité en vue d'identifier une coalition. La mission d'information est de trente jours renouvelable une fois...». Or, précisément, cette majorité parlementaire (présidentielle) n'existe pas, tout au moins, à l'heure actuelle, celle susceptible de permettre au Président de la République d'appliquer son programme de campagne. En l'espèce, qui aurait donc peur (et pourquoi?) de laisser recourir à ce fameux article 78 qui permettrait d'établir et de reconnaître cette majorité quand il apparaît évident que d'autres élus peuvent rejoindre et renforcer le camp de Fatshi? Quand ce communiqué conjoint passe mal à l'opposition Lamuka - une autre preuve de connivence, un accord secret entre Tshisekedi et Kabila qui permet à celui-ci de continuer à tirer les ficelles - il s'en trouve à CACH qui balaient l'incartade. «CACH ou pas, tous

les élus vont travailler pour le bien du peuple. Il n'est plus question de faire attendre plus longtemps la formation du Gouvernement». Il s'en trouve pour acquiescer de la tête.

Voici que les négociateurs se délocalisent vers un site vert à vue imprenable, le long de la nationale n°1, dans le Kongo Central. «Se sont-ils fait piéger ou auraient-ils résolu de se lâcher en faisant du cheval plutôt qu'en plongeant sur des dossiers urgents d'État», s'émeut un diplomate occidental expliquant que ce passage sur un site cosu de Mbuela Lodge, propriété d'un cacique du FCC, aura été le pire des choix, laissera des traces. L'un des négociateurs patentés FCC, Me Azarias Ruberwa Manywa, ministre, ne laisse pas passer une occasion en or. Il se gausse publiquement d'une belle école buissonnière. «Voyez ce que donne le pouvoir! On va balancer sur les réseaux sociaux», déclare-t-il sous forme de gratuite petite leçon! Promesse tenue... Dégâts cataclysmiques dévastateurs pour l'image des nouveaux aristocrates... «Ce relâchement provocateur est en contraste avec l'image que se fait le président Tshisekedi de la politique et qui est resté proche du peuple. Ils se font phagocyter quand le Président baigne dans la simplicité absolue, acceptant, tout Président de la République qu'il est, de loger dans une petite bâtisse indigne, sur les hauteurs de la ville quand il aurait pu aménager à grands frais une demeure de type hôtel particulier luxueux avec cour et jardin en ville basse qui n'en manque pas...». «Mais la faiblesse de CACH n'est nullement celle du Président qui répète

que si accord il y a eu avec le FCC, il ne porte que sur le Gouvernement. Pourquoi a-t-on négocié sur les Sénatoriales, sur les bureaux des assemblées nationale et provinciales, sur les gouverneurs? Qui en a pris l'initiative?» Là est le problème crucial de cohérence. S'il veut exister, aller de l'avant, aller loin, marquer son époque, se perpétuer, non se fracasser, CACH doit s'organiser, se structurer quand aux portes, des personnalités par centaines, par milliers, frappent, veulent entrer, prendre une adhésion en masse, grossir ses rangs, faire parler et faire vibrer ce Cap pour le Changement qui fit rêver et fait rêver des foules. Sauf calculs personnels politiques incompréhensibles car à courte vue, et ne conduisent qu'à l'échec... Une Congolaise a marché à pied, longtemps, a sauté dans un «Ketch». Puis, à nouveau, a marché dans le sable, des heures, s'est perdue. Objectif: rencontrer et interroger un homme qu'elle sait, qu'elle croit influent à CACH. Question: «Pourquoi vous, avez-vous décidé de laisser le Président de la République seul? Pourquoi l'avez-vous abandonné Fatshi? Pourquoi le laissez-vous répondre seul aux attaques de ce FCC? Pourquoi l'avez-vous mis en première ligne seul, recevant des coups qui font mal?» Accablant! Toute question mérite-t-elle une réponse? C'est Publius Syrus. C'est vrai, les bonnes questions portent en elles leurs réponses... Avouons tout de go. Au FCC, les hommes sont au garde-à-vous. De rigueur pour le commandement hiérarchique. À CACH, ils sont en position de repos. Là, les troupes sont rangées debout, droit, bras le long du corps, derrière leur mot d'ordre, font montre

de discipline et de l'ordre. À CACH, l'image envoyée est celle de chevaux débridés... Mais «c'est au Président et au Président seul qu'il appartient de mettre CACH au diapason, talons joints, tête haute, immobile», confie un proche.

QUAND LES MÊMES CAUSES...

Vendredi 7 avril, la nomination de Tshibala fit grincer des dents à Washington qui la condamne dès le 11 avril, faisant part de sa «déception», appelant à la mise en œuvre «complète et rapide» par le gouvernement congolais de l'accord de la Saint-Sylvestre conformément à la résolution 2348 du Conseil de sécurité de l'ONU; mise en œuvre «essentielle en vue d'assurer le premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir». Ce premier transfert attendu est arrivé il y a bientôt cinq mois... À Bruxelles, si le Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders déclare, le 8 avril 2017, avoir pris acte de la nomination de Tshibala, c'est pour expliquer qu'elle «s'écarte de la lettre et de l'esprit de l'accord de la Saint-Sylvestre». Puis: «comme l'Union européenne, la Belgique est préoccupée par le fait que les autorités de transition ne disposent pas du large soutien nécessaire». En colère, Kinshasa replonge dans la crise ses relations avec l'ancienne puissance colonisatrice comme avec l'Union Européenne renvoyant ses chefs de mission reprenant la recette révolue des années Mobutu! Celle qui jeta le Léopard dans le précipice. Les mêmes causes... Tshisekedi a entrepris de tisser sa toile. Cinq mois déjà depuis! Une politique qui lui réussit. À CACH, de se ranger derrière. D'être en ordre de bataille... Les jeunes ont parlé. T. MATOTU ■

Jeunes en rage

Après des résultats catastrophes (Bureaux des Assemblées provinciales, Sénateurs, Gouverneurs des provinces) «prouvant suffisamment le non-respect du jeu d'alliance par le FCC», une déclaration politique de la Ligue des jeunes de l'UDPS (12 avril) signée par son président national Yves Bunkulu Zola, «constate avec indignation une mauvaise volonté affichée par le camp de l'ancien Régime». Le texte fustige «les négociations entamées récemment pour la formation du gouvernement (qui) ont

échoué». Les jeunes condamnent «avec fermeté les propos discourtois tenus dans le dit communiqué à l'endroit du Chef de l'État S.E.M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, mettent en garde les signataires de ce communiqué qui, en 18 ans de leur gestion à la tête du pays, n'ont semé que désolation et malheur», préviennent qu'en cas de récurrence, ensemble avec la jeunesse du Congo, ils «prendront des dispositions qui s'imposent». Ils déclarent «la cessation des contacts et négociations n'ayant abouti à aucun résultat satisfaisant», appellent le Président de la République à s'ins-

crire dans la logique d'une cohabitation et, du coup, de nommer, sans tarder, le Formateur du Gouvernement. Ils invitent le parti «de toute urgence» de mobiliser ses organes, les combattants, ainsi que les forces socio-politiques engagées aux côtés de l'UDPS en vue de les placer en ordre de bataille pour le déboulonnage du Système décrié». Aux jeunes de l'UDPS comme aux jeunes du pays, la ligue demande «de se mobiliser et demeurer derrière le Chef de l'État afin de l'accompagner dans la réussite de la mission lui confiée par le peuple congolais». ALUNGA MBUWA ■

Tshim recadre le FCC

Il est très remonté. Il s'était mis loin du débat politique. Jacques Tshimbombo Mukuna Tshim fait reflux, au moins le temps de «recadrer» les bonzes du FCC, le Front Commun pour le Congo qui, dans un communiqué, ont brocardé les propos du Président de la République. Trop c'est trop. Lisez ce coup de gueule.

En substance, quatorze chefs de Regroupements politiques membres du FCC disent regretter la teneur des propos qu'ils qualifient de «militants» tenus le 4 avril dernier par le Chef de l'État devant le «Council on Foreign Relations» à l'occasion de sa récente visite aux États-Unis d'Amérique. Ils accusent le Chef de l'État de solliciter l'appui d'une puissance étrangère pour «déboulooner le système dictatorial en RDC».

Ces quatorze chefs des Regroupements politiques membres du FCC considèrent que ces propos graves sont gratuits et les accusations du Chef de l'État sont infondées. Ils vont jusqu'à dénoncer la gestion économique et financière du Chef de l'État durant les deux premiers mois de son règne, gestion qui se fait, selon eux, en violation de la Constitution et au mépris des textes légaux. Par conséquent, ils en appellent à une attitude positive et non conflictuelle de la part de leurs partenaires et invitent le Chef de l'État à mettre en œuvre toutes les institutions constitutionnelles nationales et provinciales pour qu'elles deviennent opérationnelles. Ils terminent leur communiqué par réitérer leur engagement à contribuer à la bonne marche de la coalition FCC-CACH, gage de stabilité et du développement du pays. À mon humble avis, la réaction des quatorze chefs des Regroupements politiques membres du FCC aux propos du Chef de l'État me semblent totalement outrés et à côté de la plaque. Ils mettent à nu leur incompréhension de la politique de changement poursuivie



Mobutiste assumé, le Sénateur Jacques Tshimbombo Mukuna revient dans le débat. DR.

par le nouveau Chef de l'État. Ils continuent de s'installer dans l'ancien régime alors que notre peuple est entré dans le nouveau. En effet, dans son discours d'investiture, le Chef de l'État a placé son mandat sous le signe de la réconciliation

nationale et de l'érection de l'État de droit en RDC. Réconciliation car le mal fait à notre peuple est énorme: arrestations arbitraires, répression politique des opposants, non-respect de la liberté de presse, assassinats, etc. C'est ce souci de

réconciliation qui Le dispose à coaliser avec le FCC. Mais, Il n'est pas du tout prêt à accepter cette coalition à n'importe quel prix. Il veut d'une coalition qui soit au service du peuple congolais et de notre pays. Une coalition qui se fait selon une

nouvelle approche, selon sa vision et pas celle d'une autre personne. Le FCC a été fixé à ce sujet. La survivance de pratiques dictatoriales du régime kabiliste doit être anéantie. Le Chef de l'État ne transige pas à ce propos; Il

reste de marbre. A-t-on oublié que le Président de la République est le fils de son père, l'ADN politique du Président Étienne Tshisekedi wa Mulumba? Il a décidé de mettre une croix sur le passé du pays chargé de mauvaises choses. Il veut s'attaquer à tout ce qui a avili le citoyen congolais, et qui a contribué à affaiblir le développement de notre pays. C'est ce qu'Il entend par «déboulooner le système dictatorial en RDC». Il n'a doigté personne. Il a tout simplement dit au monde ce qu'Il veut faire et rassuré qu'Il fera ce qu'Il dit. Félix Tshisekedi récuse l'inaction. Il veut être un Président qui agit. Un Président qui fait ce qu'Il dit et qui dit ce qu'Il fait. Il a le courage de ses idées et assume ses propos. N'est-ce pas cela être un Chef? Quel vrai Congolais refuserait d'appuyer un tel combat? Le Chef de l'État a-t-Il commis un péché pour cela? Sauf, si on lui interdit d'avoir une vision pour son pays et on l'empêche de la matérialiser. Y a-t-il de l'avenir pour un pays à se contenter d'un Chef sans vision? Je ne crois pas. Nulle part le communiqué des quatorze démonte l'affirmation du Chef de l'État par des preuves de l'absence de dictature sous le régime de Kabila. Se réduire à mettre en relief les performances économiques est un faux fuyant. La performance des résultats économiques n'est jamais synonyme d'absence de dictature. Dans le monde, des exemples existent où les régimes dictatoriaux ont construit des économies bien prospères. Mais que vaut la prospérité économique sans État de droit? Cette période de transition peut encore couvrir des crises qui peuvent replonger le pays dans l'instabilité et l'insécurité. Faisons tous attention aux mauvaises interprétations des choses, aux condamnations hâtives pour éviter l'anéantissement des efforts entrepris pour consolider la stabilité du pays. Le pays a à gagner en rapprochant Kabila et Tshisekedi plutôt que de les

dresser l'un contre l'autre. On doit assembler, rassembler au lieu de séparer. En tous les cas, Félix Tshisekedi demeure l'actuel et seul Président de la République, Chef de l'État du Congo. Il est l'Autorité exécutive supérieure. Nous Lui devons tous, je dis bien tous, le respect dû à son rang. Comme l'a dit le président chinois XI Jinping: «Il ne peut y avoir deux tigres sur la même colline». Félix Tshisekedi a été proclamé régulièrement élu Président de la République par la Commission Électorale Nationale Indépendante, institution reconnue constitutionnellement. Cette victoire a été confirmée par la Cour Constitutionnelle. Pourtant, le FCC a tendance à traiter le Président de la République comme son otage à cause d'un pseudo arrangement qui les lierait. Nous, peuple, nous ne reconnaissons pas cet hypothétique arrangement. Ce que nous savons c'est que c'est Félix que nous avons élu Président de la République. Chers amis du FCC, personne ne conteste votre majorité au sein des institutions. Jouez votre rôle. Laissez le Président de la République Félix Tshisekedi exercer pleinement ses prérogatives constitutionnelles. Lors de sa dernière interview accordée à Collette Brackmann, Joseph Kabila avait reconnu son échec à changer la mentalité du Congolais. Pourquoi empêcherait-on Félix de réussir là où son prédécesseur a échoué? Inexplicable. Je termine mes propos en rappelant que la RDC a plus besoin d'unificateurs que des diviseurs. Soutenir et non contrecarrer l'action politique du Chef de l'État Félix Tshisekedi doit être notre ligne de conduite commune pour le salut du peuple qui est la loi suprême. J'ai jusqu'alors été volontairement loin du débat politique. J'y prends part aujourd'hui parce que certains excès appellent le recadrage.

Kinshasa,
le 10 avril 2019,
JACQUES TSHIM-
BOMBO MUKUNA ■

Fatshi

adoption

Lubum ville ouverte



Chaque fois qu'un homme politique se rend dans une contrée dont il n'est pas issu, il s'interroge sur la qualité de l'accueil qu'il y recevra. Il en est de même pour le Président de la République d'origine kasaienne, frais et émoulu des scrutins qui sont loin d'avoir dit leur dernier mot. RAS pour Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Malgré l'insécurité qui règne dans la ville cuprifère, c'est un triomphe qui lui a été réservé. Ses nouveaux partenaires - Gabriel



Marée humaine à Lubum à l'arrivée dans la ville cuprifère du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

Kyungu wa Kumwanza, Jean Claude Muyambo Kyassa entre autres - étaient à la manœuvre. C'est une marée humaine qui l'a accueilli à son arrivée vendredi 12 mars avant l'entrée en la matière, à savoir la présidence le lendemain samedi 13 mars au matin de la réunion du Conseil Supérieur de la Défense qu'il a organisée au titre de Commandant suprême des FARDC et de la police nationale. La situation sécuritaire est préoccupante à Lubumbashi. On y signale des vols à mains armées mais aussi des cas de viol à domicile. Une ONG locale Justicia ASBL

accuse l'ancien chef de guerre, Gédéon Kyungu, d'entretenir une milice à l'origine de ces crimes. Diverses sources font état du débarquement d'importants stocks d'armes de guerre et de munitions en provenance de Kinshasa. À sa réunion, le CSD a «constaté un déficit criant d'encadrement des hommes de troupes, aussi bien de la police que l'armée tournés vers les détachements dans les gardiennages et dans les sociétés minières et l'insuffisance des moyens logistiques», selon le ministre a.i de la Défense, Michel Bongongo qui lisait un compte rendu.

La réunion a décidé «la suppression de tout détachement des policiers, des militaires ainsi que des éléments de la garde républicaine dans les gardiennages et dans les sociétés minières. Cette décision concerne toute l'étendue du territoire national», a poursuivi Michel Bongongo. L'inspecteur général des FARDC, le général d'armée John Numbi était arrivé à Lubumbashi deux jours, précédant le président Félix Tshisekedi. À l'aéroport de la Luano, il avait eu ces mots: «Nous devons dire: fini d'égorger, de traumatiser la population lushoise». ALUNGA MBUWA ■

Le débat sur le partage des postes n'empêche pas le devoir d'État

Impasse dans les négociations sur le partage du pouvoir d'État mais cela n'empêche pas le président de la République d'accomplir son devoir d'État. Le FCC de l'ex-président Joseph Kabila et CACH, coalition politique du président de la République sont en discussion mais plusieurs sources affirment que les négociations au sein du gouvernement sont bloquées. Les deux camps se rejettent la responsabilité du blocage. Le FCC réclame 80% des postes ministériels contre 20% à CACH. Inacceptable pour CACH qui souhaite un partage 50/50. C'est ce type de répartition équitable des responsabilités publiques donnerait du sens à une coalition politique FCC-CACH. À la limite, les pro-Fatshi accepterait un partage faiblement déséquilibré de 60% FCC contre 40% CACH. Pourquoi le FCC ne cède pas à l'offre de son partenaire au risque de voir le deal politique éclater? Au FCC, on explique cela au refus du président Tshisekedi de nommer le Premier ministre que l'ex-président Kabila a proposé par une correspondance. Pour le FCC, tant que le président de la République ne nommera pas le patron de la GECAMINES Albert Yuma Mulimbi proposé comme chef du gouvernement, bien que cette correspondance n'ait toujours pas été révélée, les pro-Kabila ne bougeront pas. Un autre cadre du FCC explique que certaines sorties médiatiques du président de la République ne sont pas de nature à créer un climat de confiance pour le partage des responsabilités ministérielles au sein du futur gouvernement. Notamment, la déclaration présidentielle aux États-Unis où il a parlé de «déboulonner le système dictatorial» mais en prenant aussitôt le soin de dire qu'il n'y aura pas de chasse aux sorcières et qu'il ne visait pas les individus. Les bonzes du FCC reprochent à Félix



Arrivée à L'shi vendredi du Chef de l'État suivie d'honneurs militaires et d'une chaleureuse accolade de reconnaissance de Muyambo. DR.



Tshisekedi aussi ses «fréquentations». Le fait qu'il ait reçu notamment l'activiste des droits humains Paul Nsapu à Kinshasa, un «banni» du régime sortant et l'Américaine Ida Sawyer de Human Rights Watch, une paria de la Kabilie, deux personnalités foncièrement anti-régime Kabila et qui ont été le fer de lance des sanctions occidentales contre les cadres du régime Kabila, a beaucoup frustré les caciques souverainistes de l'ex-majorité présidentielle. Autant de griefs que formulent les membres du FCC contre leur allié et qui expliquent le malaise politique persistant que l'escapade à Mbuela Lodge de hauts cadres CACH et FCC n'a pas su

dissiper. «Avec 20% du gouvernement, que ferons-nous?», s'interroge pour sa part un autre cadre du CACH?

COHABITATION? Il y a l'UDPS qui devra avoir plus de postes que tous dans la coalition grâce à son poids politique, suivie de l'UNC et des alliés CACH aussi bien de la première heure que ceux de la dernière heure, poursuit notre source. Qui précise par ailleurs, qu'il faut aussi récompenser les cadres de Lamuka qui ont rejoint Félix Tshisekedi, le patriarche Kyungu, Delly Sesanga, Claudel Lubaya, Jean Claude Muyambo, Adam Bombole, Jean Bertrand Ewanga et Frank Diongo. En ne donnant pas assez de postes à CACH, c'est chercher

à fragiliser politiquement Félix Tshisekedi et sa coalition car il n'aura pas assez de quoi satisfaire les ambitions politiques de certains de ses partenaires, insiste notre source. Pour lui, Félix Tshisekedi ne doit pas être regardé sous le prisme du poids parlementaire par la Kabilie car son poids politique va au-delà du nombre d'élus nationaux et provinciaux du CACH. Réduire son poids politique aux députés CACH, est «une erreur monumentale». Tshisekedi «au-delà des élus est le bouclier de Joseph Kabila et de sa famille biologique et politique contre la vengeance de la communauté nationale, la vindicte populaire et même la hargne des opposants comme Bemba,

Katumbi, Fayulu. Sans oublier la puissante église catholique et les mouvements citoyens qui en veulent toujours à Joseph Kabila pour ses crimes. Les crimes sont encore frais! Et ça, nos amis du FCC, ne doivent pas l'oublier», prévient notre source. Pour CACH, si la formule de partage du pouvoir reste en l'état (80-20), la coalition ne servirait plus à rien. CACH envisagerait la cohabitation mais qui serait sérieusement encadré par le contreseing du président en sa qualité de chef de l'exécutif et de garant du bon fonctionnement des institutions. Une année plus tard, le président pourra rebondir en prononçant la dissolution de l'assemblée nationale et en demandant la confiance

des électeurs pour conduire sa politique de déboulonnage, précise notre source. Il appelle donc les partenaires du FCC à revenir à la raison en adoptant un profil bas. Bien que conscient de la précarité de l'alliance FCC-CACH, dont il dit qu'elle «peut péter à tout moment», nul n'est pas pessimiste. «Les divergences seront aplanies par le président Tshisekedi et Joseph Kabila». Hormis Yuma Mulimbi, le FCC dispose d'autres cadres de valeur. «Ce serait stupide de créer une crise institutionnelle et politique à cause d'un

individu, d'engager un bras de fer avec le chef de l'État», a conclu notre source. Le FCC a annoncé par communiqué avoir déjà déposé le nom du formateur du gouvernement au cabinet du président de la République sans le révéler. Des fuites aussi bien au cabinet du président qu'au FCC ont fait état du président de la Fédération des Entreprises du Congo comme l'homme choisi par Joseph Kabila au poste de Premier ministre, dont la Communauté internationale, les États-Unis en tête, ne veut entendre parler. ZABULON KAFUBU ■

Sankuru fratricide

Incroyable mais vrai au FCC. L'ex-ministre de la Communication et des Médias Lambert Mende Omalanga aux prises avec les élus locaux qui ne veulent pas de sa

candidature comme gouverneur tout comme avec la population qui fait état d'émeutes et de morts, est toujours le candidat officiel FCC dans le Sankuru. Tandis qu'à l'Équateur, un autre candidat officiel FCC, l'ADH Jean-Claude Baende Etafe Eliko a

été coiffé au poteau par un candidat indépendant mais officieux sinon officiel, le PPRD Bobo Boloko Bolumbu qui a fait un tabac aux scrutins, 15 voix sur 20 exprimées. Pour certains, les jours qui viennent pourraient changer la donne. «Nous ne pouvons

pas prendre le risque de convoquer une élection du gouverneur avec un candidat unique parce que contesté par tous les Sankurois», a déclaré samedi le président de l'assemblée provinciale du Sankuru, l'Hon. Benoit Olamba affirmant que sa décision a été prise

à l'unanimité des députés provinciaux lors d'une plénière, la veille vendredi.

GUERRE POUR SANKURU.

«On nous accuse d'être complices d'une candidature unique qui ne favorise pas le jeu démocratique. C'est pour cela qu'en tant que responsable de l'assemblée provinciale, je ne prendrai pas la responsabilité de convoquer une plénière avec une liste contestée par des décisions judiciaires avérées, à savoir, les arrêts du Conseil d'État qui demandent la réintégration sans conditions du candidat Mukumadi pour favoriser un jeu démocratique qui doit se tenir dans toutes les élections», a-t-il poursuivi. Ce président indique «engager sa responsabilité devant l'histoire, devant l'opinion nationale et internationale, des Sankurois en particulier, que ce 13 avril 2019, il n'y aura pas d'élection sans exécution des décisions de la justice congolaise». Cependant, le Conseil supérieur de

la magistrature a déclaré que les avis du Conseil d'État n'ont pas d'effet en matière électorale, «particulièrement en matière de contentieux des candidatures». Du coup, la Commission électorale nationale indépendante a menacé de saisir le président de l'Assemblée provinciale accusé de faire obstacle à la tenue de l'élection des gouverneur et vice-gouverneur dans la province. «D'après les éléments qui nous sont parvenus, il a été constaté qu'il y a eu obstruction manifeste à la tenue de cette élection par le président de l'Assemblée provinciale de Sankuru. Nous nous disons que la CENI se réserve le droit de saisir la justice contre l'intéressé pour cet acte qui viole la loi organique de la CENI en son article 26», a déclaré le président de la CENI Corneille Nangaa Yobeluo. Décidée de forcer son passage en organisant une élection à candidature unique, la CENI a annoncé la délocalisation du site de vote à son siège dans la ville de Lusambo invoquant des

raisons d'insécurité autour de l'Assemblée provinciale de Sankuru où l'élection du gouverneur est annoncée pour lundi 15 avril. Président du Conseil d'État, le professeur Félix Vunduawe te Pemako a, dans un communiqué officiel daté de 13 avril, déclaré que les arrêts du Conseil d'État «rendus au nom du peuple congolais sous REA 002 et REA 006 le sont en dernier ressort». «Ils restent valables et doivent être exécutés promptement au nom du Président de la République, Chef de l'État, conformément aux dispositions pertinentes des articles 149 alinéa 3 et 4 de la Constitution, 385 et 386 de ladite loi organique». Le communiqué officiel «prévient que toute personne ou institution qui se soustrairait à son obligation d'exécution desdits arrêts sera comptable de tout manquement préjudiciable en la matière». Une guerre interne ouverte au sein de la haute magistrature congolaise avec une main noire imaginable. **ALUNGA MBUWA ■**

Washington est de retour

Une Déclaration conjointe de la présidence congolaise et de l'ambassade des États-Unis à Kinshasa diffusée le 12 avril 2019 fait état de l'instauration par le Congo et les États-Unis d'un «partenariat privilégié pour la paix et la prospérité». Signe d'accélération du processus de rétablissement des relations spéciales entre les deux pays. Selon le communiqué, à l'issue de la visit Kinshasa a annoncé que le pays allait se joindre à la coalition internationale contre l'État islamique, engagée dans la lutte contre la traite de personnes, et a convenu d'un dialogue sur les droits de l'homme qui se tiendra à Kinshasa. Pour soutenir les efforts du président Tshisekedi dans la lutte contre la corruption, le renforcement de l'état de droit, le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, le renforcement de la sécurité et la stabilité et pour attirer davantage d'investissements américains et étrangers, les deux pays ont mis sur pied un «partenariat privilégié pour la paix et la prospérité». Dans le cadre de ce partenariat, les États-Unis collabo-

reront avec la RDC pour faire avancer un programme commun fondé sur des valeurs et des intérêts communs. En vue de renforcer les liens entre les deux pays, les États-Unis vont sponsoriser, par le biais du programme d'échange IVLP (International Visitors Leadership Program), le voyage de dix fonctionnaires congolais aux États-Unis, renforcer les relations avec la RDC en matière de défense à travers la visite d'un officier supérieur du commandement militaire des États-Unis en Afrique, financer la revitalisation de INACO (Institut national des archives du Congo) à l'aide du Fonds de l'ambassadeur pour la préservation de la culture, se concentrer sur le rétablissement de l'éligibilité de la RDC conformément à la African Growth and Opportunity Act (AGOA), encourager les investissements américains en RDC notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des minerais et des télécommunications y compris les grands projets d'infrastructures identifiés par le gouvernement de la RDC, ouvrir un «Coin Américain» (American Shelf) à Lubumbashi à la mi-avril lors de la visite de l'Ambassa-

teur. Comme pour le Coin Américain récemment inauguré à Goma, nous rechercherons d'autres possibilités d'approfondir les liens culturels et commerciaux des États-Unis dans toute la RDC.

ÉTATS-UNIS DÉTERMINÉS.

Le communiqué fait état de la détermination des États-Unis à appuyer le programme de changement du président Tshisekedi visant à réaliser le potentiel considérable de la RDC. «Nous sommes encouragés par les actions entreprises par le président Tshisekedi au cours de ses premiers mois au pouvoir, notamment en acceptant tout récemment d'engager des consultations au titre de l'article IV avec le Fonds monétaire international à Washington. Cet engagement en faveur de la transparence améliorera le climat des affaires en RDC et encouragera un accroissement des investissements américains et étrangers. La rencontre du président Tshisekedi avec la communauté des affaires des États-Unis à Washington, par l'intermédiaire de la Chambre de commerce américaine, a également marqué une étape importante dans la revitalisation des investissements américains en RDC.

Des efforts renouvelés pour lutter contre la corruption et tenir pour responsables les auteurs des violations des droits de l'homme sont de bon augure pour l'avenir du Congo. Ceci est un moment important pour la RDC et l'Afrique centrale», écrit par ailleurs le communiqué qui ajoute que «les États-Unis ont hâte d'entamer ce partenariat avec le président Tshisekedi et la RDC pour contribuer à la réalisation de notre objectif commun d'un Congo plus pacifique, stable, et prospère». La visite à Washington du 3 au 6 avril 2019 a permis au Chef de l'État congolais de rencontrer de hautes personnalités de l'administration Trump, le secrétaire d'État Michael Pompeo, le secrétaire de l'Énergie Rick Perry, le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux Alex Azar, de même que le conseiller à la Sécurité nationale John Bolton à la Maison Blanche. Des réunions de haut niveau ont eu lieu au Pentagone (ministère de la Défense), au département du Trésor (ministère des Finances) et avec le représentant américain au Commerce. Tout cela à l'initiative du secrétaire adjoint aux Affaires africaines, Tibor Nagy. **D. DADEI ■**

Le dur Lokondo

Henri-Thomas Lokondo soupçonne Aubin Minaku Ndjalandjoku de tenter d'influencer Lugi Gizenga pour que celui-ci entreprenne une démarche auprès du bureau provisoire de l'Assemblée nationale en vue d'obtenir l'invalidation du député de Mbandaka

au poste de président de l'Assemblée nationale. L'écu, membre du Regroupement Palu & Alliés que préside le fils de Gizenga, prie l'ancien président de l'Assemblée nationale de ne pas s'engouffrer dans une démarche qui serait «une honte et une abomination juridique pour la majorité parlementaire».

«Vous avez tous les moyens pour me battre démocratiquement. Mais pourquoi vous avez une peur bleue?», écrit Lokondo dans un texte diffusé abondamment sur les réseaux sociaux. Le PPRD/FCC a toujours procédé de la sorte pour obtenir la mise hors course d'un concurrent. **ALUNGA MBUWA ■**

Nikki Haley croit en «un développement rapide» de la Rdc

Les politiques américains ne tarissent pas d'éloges au nouveau président de la RDC, Félix Tshisekedi.

Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, a déclaré 2019 l'année de la Rdc aux États-Unis. «2019, année de la Rdc pour les États-Unis», a dit le chef de la diplomatie américaine après son entretien avec le président congolais à Washington.

Dans un tweet publié à l'issue du séjour du chef de l'État aux USA, effectué du 3 au 7 avril, Nikki Haley, la 29ème ambassadrice des USA auprès des nations Unies, a dit «espérer un développement rapide» de la République démocratique du Congo sous le nouveau leadership



Donald Trump et Nikki Haley, celle-ci la 29ème ambassadrice des USA aux N-U. DR.

national. «Mr le président Félix Antoine Tshisekedi vient d'effectuer le séjour le plus long d'un chef d'État en fonction sur le sol américain depuis la première

guerre mondiale. Nous sommes de cœur avec le peuple congolais qui traverse des moments difficiles. Nous espérons un développement rapide

de ce grand pays», a tweeté l'ancienne ambassadrice de Washington à l'ONU. Le président de la République a réservé aux USA sa première visite officielle hors

de l'Afrique pour sceller un partenariat notamment dans la lutte contre la corruption et la promotion des valeurs démocratique. Avec AGENCES ■

Aux Impôts, José Sele va recevoir 5% des CDF 3.600 milliards réalisés

La DGI, la Direction générale des impôts a réalisé 3600 milliards de CDF au cours de l'exercice 2018, soit 135% de ses assignations pour cette année fiscale, a déclaré son directeur général, José Sele Yalaguli qui affirme que cette performance a été réalisée grâce à une conjonction d'efforts entre la haute direction générale des impôts et l'ensemble de son personnel. Concernant la part du personnel dans la réalisation de ces recettes, José Sele Yalaguli explique que la Direction générale des impôts qui

est un service qui relève du ministère des Finances, bénéficie des rétrocessions du gouvernement qui représentent une quotité de l'ensemble des recettes que la DGI a réalisées. «Cela veut dire que lorsque vous réalisez 80%, le Gouvernement vous rétrocède 5% de ces 80%», a précisé José Sele Yalaguli. Dès lors, le mécontentement qu'affichent certains agents qui espèrent voir les retombées d'une «plus-value» n'a pas lieu d'être, a-t-il argumenté. «La plus-value aurait eu de sens si le Gouvernement payait la DGI sur des montants fixes», a ajouté José Sele Yalaguli. Ce qui n'est pas le cas. Radio Okapi ■

À Washington, le ministre Yav discute avec la BM

Des experts de la République démocratique du Congo et ceux de la Banque mondiale poursuivent leurs discussions sur un projet de mise en œuvre d'une nouvelle approche qui vise la transformation structurelle de l'économie ainsi que la création d'emplois. Côté Kinshasa, les négociations sont menées par le ministre des Finances, Henri Yav Mulang. La Banque mondiale est représentée par son administrateur du groupe Afrique 2, Jean Claude Tchatchouang. Mardi 9 avril à Washington, rapporte une source gouvernementale, les discussions ont tourné autour des mécanismes de collaboration. Les deux partenaires estiment que l'ancien cadre de partenariat chiffré à plus de 3 milliards USD à travers plusieurs projets n'a jusque là aucun impact visible. Ce qui, selon les spécialistes, a conduit à la mise en place d'un nouveau type de partenariat beaucoup plus redimensionné et rendu plus ambitieux. «L'approche actuelle, c'est d'avoir



Le ministre Henri Yav Mulang. DR.

des projets d'envergure qui ont un impact solide. Nous voulons être sélectifs et pouvoir réduire la taille du portefeuille en termes de nombre de projets pour privilégier de projets qui peuvent avoir un grand impact. Il faut transformer structurellement l'économie. Cela passe aussi par l'industrialisation du secteur manufacturier. Nous voulons que la Rdc fasse partie de la chaîne de valeur mondiale», a déclaré Jean Claude Tchatchouang. La Banque mondiale souhaite que le moment est arrivé pour l'économie congolaise comme pour plusieurs économies africaines puisse changer de paradigme, 50 ans après, mettant ainsi de côté une économie basée sur l'exportation des

matières premières. Pour y parvenir, la Banque mondiale compte cibler entre autres l'économie numérique. «Nous ciblons aussi l'économie numérique. Nous voulons accompagner la transformation numérique au Congo. C'est aussi le capital humain. En tant que principale richesse de tout pays, il faut investir pour le développer. Il y a aussi l'entrepreneuriat. Ce sont les PME qui créent les emplois. Nous allons appuyer cette branche du secteur privé qui est aussi porteuse de la croissance. Voilà comment nous voyons la transformation structurelle en Rdc et la création d'emplois», a expliqué Jean Claude Tchatchouang. Avec AGENCES ■

Kinshasa va octroyer des licences d'exploration du pétrole et du gaz

Le ministère des Hydrocarbures se prépare au lancement avant la fin de l'année en cours d'un cycle d'octroi de licences d'exploration qui couvrira plus de 20 blocs pétroliers et gaziers en onshore. C'est la déclaration faite via un communiqué officiel du ministère. Selon des précisions fournies par Emmanuel Kayumba Banza-Mwana, haut fonctionnaire du ministère en charge des Hydrocarbures, les périmètres couvriront le bassin côtier le long de l'Atlantique, autour du lac Tanganyika au Sud-Est et dans la province de la Cuvette Centrale. C'est la première fois, depuis l'adoption du



Une plate-forme d'exploitation pétrolière. DR.

nouveau code pétrolier en 2015, que des blocs sont ouverts au marché dans le pays. La nouvelle réglementation prévoit de relancer le secteur en imposant plus de transparence, en rendant obligatoire les appels d'offres publics pour les permis d'exploration et d'exploitation.

Aucune information technique supplémentaire n'est disponible sur ce cycle. Ces dernières années, la volonté des pouvoirs publics de diversifier l'économie avec plus de recettes d'hydrocarbures a conduit le régime Kabila à attribuer des blocs d'exploration dans des zones

protégées comme le parc national des Virunga qui abrite des espèces en voie de disparition. Si le nouvel exécutif a promis d'instaurer un nouveau mode de gouvernance, il n'a pas encore révoqué les licences attribuées jusqu'ici. Récemment, il a été annoncé qu'une commission a été mise en place pour évaluer si des travaux de forage y seront réalisés. La Rdc produit environ 25.000 barils par jour de pétrole malgré des réserves récupérables estimées à plus de 5 milliards de barils. Selon des analystes, la situation sécuritaire délétaire dans le pays est à l'origine de la réticence des investisseurs. Avec AGENCES ■

La firme Ivanhoe réaffirme son engagement au secteur minier congolais

La compagnie minière Ivanhoe Mines a réaffirmé son engagement à aider l'État congolais à développer son secteur minier. Lors de la récente visite du président Félix Tshisekedi aux États-Unis, les dirigeants de la société se sont

engagés à collaborer avec le gouvernement pour présenter le pays à des investisseurs du monde entier. Le premier investisseur qu'Ivanhoe promet de présenter au gouvernement congolais est son principal actionnaire, Citic Group.

Ce dernier pourrait aider le Congo dans le réaménagement et l'expansion de ses infrastructures ferroviaires, routières et électriques. Le coprésident de la société Robert Friedland a présenté au président congolais les récents progrès réalisés sur les opérations congo-

laises de la compagnie. Il a noté que le projet Kamo-Kakula a le potentiel pour consolider la Rdc en tant que producteur de cuivre de premier rang, tandis que le projet Kipushi a un important potentiel de production de zinc. Avec AGENCES ■

La nouvelle édition du Range Rover Velar se dévoile

Souvent décrit comme le plus beau SUV au monde, le Range Rover Velar se présente désormais sous une nouvelle édition. En effet, une version exclusive vient d'être présentée: la version SVAutobiography Dynamic Edition. Dans cet article, nous vous proposons d'en découvrir plus sur ce véhicule qui ne manquera pas de vous séduire.



Ce véhicule a reçu le prix du plus beau design automobile en 2018 aux World Car Awards. DR.

ELEGANCE ET CONFORT.

Land Rover est connu dans le monde entier pour la production de ses 4x4 légendaires depuis 1948 mais la marque s'impose également sur le marché de SUV. Le Range Rover Velar est donc un SUV chic et élégant à la fois qui apporte une attention particulière au bien être du conducteur et des passagers. L'intérieur du véhicule est donc très spacieux et luxueux avec des revêtements en cuir perforé avec des doubles coutures. Le conducteur profitera également d'un volant sport et d'une roulette pour le système d'info divertissement en aluminium rainuré. Un intérieur tout simplement synonyme de luxe et

de confort.

UN MOTEUR V8 SOUS LE CAPOT.

Le Range Rover Velar SVAutobiography Dynamic Edition est doté d'un moteur V8 5,0L essence, ce qui vous promet de magnifiques performances lors de balade mais également pour vos déplacements quotidiens. Effectivement, le SUV atteint le 0 à 100 km/h en seulement 4,5 secondes et atteint rapidement une vitesse de 274 km/h. En effet, le véhicule

est doté d'une puissance de 550ch. On apprécie également ses jantes de 21 pouces et ses freins d'une très grande performance. Il est d'ailleurs possible d'opter, en option, pour des jantes de 22 pouces avec la finition Diamond Turned. Ce petit bolide est tout simplement le meilleur véhicule de la gamme Range Rover Velar. Cette gamme de véhicule a d'ailleurs reçu le prix du plus beau design automobile en 2018 aux

World Car Awards.

OPTIONS DE PERSONNALISATION.

Le Range Rover Velar SVAutobiography Dynamic Edition est proposé avec plusieurs couleurs de carrosserie pour répondre aux goûts de tous. En effet, vous pourrez choisir entre le rouge, le noir, le blanc, le gris ou encore le bleu. Pour faire l'acquisition de ce magnifique SUV, vous devrez déboursier en France 110.340 €.

THE MILLIARDAIRE ■



Bugatti souffle ses 110 bougies avec Chiron Sport coupé

Cette année, Bugatti fête les 110 ans de son histoire dans la fabrication des plus belles voitures de sport et de luxe au monde. Afin de marquer le coup, Bugatti a notamment choisi de sortir une version limitée de la Bugatti Chiron Sport. Une sorte d'hommage à Bugatti et à son pays d'origine qui est la France. Nous vous proposons d'en découvrir plus sur cette édition limitée qui ne manquera pas de faire fureur.



Une sorte d'hommage à Bugatti et à son pays d'origine qui est la France. DR.

UNE SUPERCAR BIEN FRANÇAISE.

Pour cette édition limitée, la Bugatti

Chiron Sport arbore les couleurs de la France. En effet, on note notamment que les rétroviseurs

ainsi que les ailerons arrières amovibles sont de couleur bleu, blanc et rouge. Une référence au drapeau

français. L'intérieur également comporte sa petite touche «frenchy» avec notamment des sièges de couleur bleue. Ces derniers comportent tous un liseré tricolore à la verticale qui rappelle immédiatement le drapeau français. Bien évidemment, le logo «110 ans Bugatti» est également présent sur les appuie-têtes. On apprécie aussi la jolie médaille faite d'argent massif présentée dans le rangement. Tous les exemplaires de ce véhicule arborent une peinture bleue acier pour mettre en valeur les

éléments en fibre de carbone. On apprécie aussi la présence du toit Sky View qui permet de profiter de l'extérieur tout en étant confortablement installé dans cette supercar.

UNE ÉDITION TRÈS LIMITÉE.

Si vous avez envie de faire l'acquisition de la Bugatti Chiron Sport édition limitée, sachez que vous devrez rapidement vous décider. En effet, ce véhicule sera commercialisé à seulement 20 exemplaires. Au niveau du tarif, le mystère reste toujours complet et Bugatti ne s'est

pas exprimé sur le sujet. On peut tout de même imaginer que ce véhicule ne se vendra pas moins de 2,5 millions d'euros. En effet, la Chiron Sport classique est déjà vendue à plus de 2 millions d'euros. Bien évidemment, cette version de la Bugatti Chiron Sport comporte le moteur W16 Quadri-turbo de 8 litres comme la Chiron Sport de base. Cela signifie notamment que le véhicule arbore une puissance incroyable de 1500 ch.

THE MILLIARDAIRE ■

Les grands patrons retrouvent la confiance

En janvier 2019, le solde global d'opinions des chefs d'entreprise augure un retour de la confiance quant aux perspectives de la conjoncture économique dans notre pays. En effet, selon des chiffres de la BCC, ce solde s'est chiffré à +6,2% au cours de la période sous analyse, venant de -2,3% en décembre 2018. Cette reprise d'optimisme enregistrée après quatre mois consécutifs de perte de confiance est liée principalement aux perspectives d'amélioration dans les industries extractives et manufacturières ainsi que dans la production énergétique. Toutefois, les secteurs de la construction et des services ont été caractérisés par une certaine morosité. Ainsi, l'analyse par secteur d'activité au mois de janvier se présente comme suit: En ce qui concerne les Industries Extractives, les miniers comptent sur un imminent redressement de la tendance des cours mondiaux des matières premières exportées par l'économie congolaise et l'amélioration des facteurs de production. Ce regain d'optimisme, attesté par un solde d'opinions de +7,8% contre -5,3% un mois auparavant, tranche nettement avec le pessimisme qui a prévalu au cours des deux mois précédents. Pour ce qui est du secteur de l'Énergie, l'optimisme est resté de mise en janvier 2019 avec un solde d'opinions de +41,9%, quoiqu'en léger repli par rapport au mois précédent au cours duquel celui-ci s'était chiffré à +45,9%. Le maintien de la confiance dans ce secteur s'explique principalement par les bonnes perspectives perçues par les chefs d'entreprises en rapport avec les différents projets de construction et de réhabilitation des infrastructures de production et de

transport de l'énergie électrique et de l'eau, initiés par le gouvernement de la République avec le concours de ses partenaires. Par ailleurs, dans les industries manufacturières, l'opinion des entrepreneurs laisse entrevoir une tendance à la consolidation de la confiance. Le solde d'opinions y afférent s'est hissé de +23,3% à +33,4% entre décembre 2018 et janvier 2019. Cette évolution favorable résulte principalement de l'évolution de la demande et de l'assouplissement des contraintes qui pèsent sur la production, tel qu'enregistré dans la fabrication des produits à base du tabac, alimentaires, textiles et chimiques. S'agissant des activités de Construction, le solde d'opinion des entrepreneurs a manifesté le plus grand pessimisme. En janvier 2019, le solde de leurs opinions étant passé, d'un mois à l'autre, de -7,9% en décembre à -68,2%. Cette situation est imputable à des prévisions très pessimistes par rapport au niveau d'activité, de l'utilisation du matériel et de l'évolution de leur carnet de commandes. Enfin dans les Services, les opérateurs économiques demeurent pessimistes, bien que le solde de leurs opinions indique une tendance au redressement. En effet, le solde de leurs opinions est passé à -16,5% alors qu'il était de -28,2% en décembre. La persistance du pessimisme reflète l'opinion défavorable enregistrée dans les activités de l'hôtellerie, les services rendus aux entreprises et le transport.

EVOLUTION DES PRIX INTÉRIEURS. À la troisième semaine du mois de mars 2019, les prix sur le marché des biens et services sont demeurés stables, s'établissant à 0,043% contre 0,031% une semaine passée. En rythme cumulé de l'année, le taux d'inflation est porté

à 0,879% et en glissement annuel il s'est fixé à 5,345%. Toute chose égale, en annualisé le taux d'inflation serait de 3,864%, face à un objectif à moyen terme de 7,0%. Au 22 mars 2019, l'exécution du plan de trésorerie du secteur public s'est clôturée par un important déficit de 171,7 milliards de CDF, résultant d'un faible niveau de recettes de 380,4 milliards contre une expansion de dépenses de 552,1 milliards. Ce résultat s'explique principalement par la clôture de la paie des agents et fonctionnaires de l'État pour le mois sous revue, la contribution financière du Gouvernement au programme d'urgence du Chef de l'État et le paiement de frais de fonctionnement des ministères et institutions. Toutefois, le Trésor pourrait clôturer ce mois avec un léger excédent en raison des recettes attendues par la DGRAD au titre de paiement spécial des entreprises de télécommunications. En cumul annuel, au 22 mars 2019, le Trésor a également enregistré un déficit de 160,5 milliards de CDF contre un déficit programmé de 29,4 milliards. Les ressources mobilisées, au 22 mars 2019, se sont établies à 380,4 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 55,2% par rapport aux assignations des régies financières. Concernant l'effort de mobilisation, les recettes mobilisées par la DGI ont représenté 53,9% de l'ensemble des recettes, suivi de la contribution de la DGDA et celle de la DGRAD avec des parts respectives de 29,2% et 16,9%. À cette date, les rubriques «Pétroliers producteurs» et «Dons et autres recettes» n'ont pas encore été mouvementées. En cumul annuel, les recettes publiques se sont chiffrées à 1.389,4 milliards de CDF contre une programmation trimestrielle de 1.742,7 milliards. S'agissant des dé-

penses publiques, intégrant l'amortissement de la dette, prévues à 552,1 milliards de CDF, elles ont été exécutées à concurrence de 80,2%. De façon structurelle, les dépenses courantes occupent toujours une part prépondérante de l'ensemble des dépenses publiques, soit 71,5% du total, avec un taux d'exécution de 89,4%. L'analyse de cette catégorie de dépenses reste dominée par le niveau important de décaissements en faveur de la paie des agents et fonctionnaires de l'État et de frais de fonctionnement des ministères et institutions avec des parts respectives de 45,9% et 17,0% dans le total des dépenses publiques. Il importe de relever que ces deux rubriques ont enregistré des dépassements respectifs de 4,0% et 2,9% par rapport à leurs projections mensuelles. Sur les dépenses en capital, elles ont représenté 24,7% du total des dépenses publiques, enregistrant ainsi un dépassement de 11,8% par rapport à leur prévision mensuelle. À cet effet, 99,4% ont été affectés aux investissements en provinces conformément au programme d'urgence du Chef de l'État. Par ailleurs, en cumul annuel, au 22 mars 2019, les dépenses publiques, en ce compris l'amortissement de la dette, se sont chiffrées à 1.549,9 milliards de CDF contre un montant programmé de 1.772,1 milliards de CDF. Au 28 décembre 2018, l'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC s'est clôturée par un léger excédent de 5,0 millions de CDF, découlant des encaissements de 44,231 milliards et des décaissements de 44,226 milliards de CDF. Les encaissements et les décaissements du mois sous revue, comme l'indique le tableau ci-dessous, ont enregistré des dépassements de 29,6%. En cumul annuel au 28 décembre 2018, l'exécution du plan de trésorerie de la BCC a affiché un

excédent de 73,0 millions de CDF contre un déficit de 3,310 milliards à la période correspondante de 2017. Relevons que les encaissements et les décaissements ont progressé respectivement de 59,8% et 57,5%, d'une année à l'autre. Le marché des changes a été marqué par une dépréciation du franc congolais dans ses deux compartiments. En effet, au 21 mars 2019, le dollar américain a été échangé à 1.639,93 CDF et 1.666,50 CDF respectivement à l'interbancaire et sur le marché parallèle, soient des dépréciations hebdomadaires de 0,01% à l'indicatif et 0,25% au parallèle. Comparé à fin décembre 2018, il s'observe une dépréciation de 0,26% à l'interbancaire et une appréciation de 0,51% au parallèle. L'exécution du budget en devises, au 14 mars 2019, s'est soldée par un excédent mensuel de 33,83 millions de USD, impulsé essentiellement par les opérations de change. Ce qui a permis de porter le niveau des réserves de change de la République à 1,01 milliard de USD correspondant à 4 semaines d'importation des biens et services sur ressources propres.

SECTEUR MONÉTAIRE.

Au 21 mars 2019, le bilan monétaire de la BCC renseigne une diminution hebdomadaire de la base monétaire de 2,1 milliards de CDF, la situant à 2.710,5 milliards. Cette régression de la monnaie centrale s'explique par la baisse des avoirs extérieurs nets de 18,0 milliards tandis que les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 16,0 milliards de CDF. Au niveau des composantes, cette décroissance a été localisée au niveau de la circulation fiduciaire à hauteur de 7,3 milliards. Au 22 mars 2019, les guichets des prêts à court terme et des facilités permanentes sont demeurés inactifs. Sur le marché interbancaire, le volume des transactions hebdomadaire et mensuelle s'est si-

tué respectivement à 29,0 milliards et 166,5 milliards de CDF, au taux moyen pondéré de 6,7%. Annuellement, les opérations ont atteint 524,0 milliards de CDF. Au 20 mars 2019, l'encours global du Bon BCC est resté à 37,5 milliards de CDF, soit une injection annuelle de 5,0 milliards. Cet encours est constitué de 5,0 milliards pour les Bons à 7 jours, 15,0 milliards pour ceux de 28 jours et 17,5 milliards pour les 84 jours. Au 21 mars 2019, le compte courant des banques a connu une hausse hebdomadaire de 5,2 milliards de CDF, se situant à 1.001,6 milliards. Rapproché à la moyenne notifiée de la réserve obligatoire de 876,6 milliards, il se dégage un niveau des avoirs libres des banques de 125,0 milliards de CDF. Au 21 mars 2019, les émissions nettes cumulées se sont établies à 29,1 milliards de CDF, tenant des émissions de 85,5 milliards et destructions de 56,4 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 538,4 milliards, dont 63,7% en provinces. Au 21 mars 2019, le compte courant des banques a connu une hausse hebdomadaire de 5,2 milliards de CDF, se situant à 1.001,6 milliards. Rapproché à la moyenne notifiée de la réserve obligatoire de 876,6 milliards, il se dégage un niveau des avoirs libres des banques de 125,0 milliards de CDF. Au 21 mars 2019, les émissions nettes cumulées se sont établies à 29,1 milliards de CDF, tenant des émissions de 85,5 milliards et destructions de 56,4 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 538,4 milliards, dont 63,7% en provinces. À la troisième semaine du mois de mars 2019, les prix sur le marché des biens et services sont demeurés stables, s'établissant à 0,043% contre 0,031% une semaine passée. Le taux d'inflation est porté à 0,879% en rythme cumulé de l'année et à 5,345%

en glissement annuel. Toute chose égale restant égale par ailleurs, le taux d'inflation serait de 3,864% en annualisé face à un objectif à moyen terme de 7,0%. Au 22 mars 2019, l'exécution du plan de trésorerie du secteur public s'est clôturée par un important déficit de 171,7 milliards de CDF, résultant d'un faible niveau de recettes de 380,4 milliards contre une expansion de dépenses de 552,1 milliards. Ce résultat s'explique principalement par la clôture de la paie des agents et fonctionnaires de l'État pour le mois sous revue, la contribution financière du Gouvernement au programme d'urgence du Chef de l'État et le paiement de frais de fonctionnement des ministères et institutions. En cumul annuel, au 22 mars 2019, le Trésor a également enregistré un déficit de 160,5 milliards de CDF contre un déficit programmé de 29,4 milliards. L'exécution du Plan de Trésorerie de la BCC, au 28 décembre 2018, s'est clôturée par un léger excédent de 5,0 millions de CDF, découlant des encaissements de 44,231 milliards et des décaissements de 44,226 milliards de CDF. Au 21 mars 2019, le marché des changes a été marqué par une relative stabilité du franc congolais dans ses deux compartiments. En effet, le dollar américain s'est échangé à 1.639,93 CDF et 1.666,50 CDF respectivement à l'interbancaire et sur le marché parallèle, soit des dépréciations hebdomadaires de 0,01% à l'indicatif et 0,25% au parallèle. L'exécution du budget en devises, au 14 mars 2019, s'est soldée par un excédent mensuel de 33,83 millions de USD, impulsé essentiellement par les opérations de change. Ce qui a permis de porter le niveau des réserves de change de la République à 1,01 milliard de USD correspondant à 4 semaines d'importation des biens et services sur ressources propres.

BASE MONÉTAIRE (EN MILLIONS DE CDF)

	Dec 18	Janv 19	Févr19	Mars 19		
EN MILLIONS DE CDF (AU TAUX COURANT)	Prov au 31	Prov au 31	Prov au 28	Prov au 14	Prov au 21	Ecart
BILAN MONÉTAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN MILLIONS DE CDF (AU TAUX COURANT)						
Avoirs extérieurs nets	-367586	-312520	-217371	-216285	-234329	-18044
Avoirs intérieurs nets	2901445	2924699	2908675	2928865	2944834	15969
Crédits intérieurs	1 074466	1 085489	1 063341	1 133553	1 211 985	78432
Crédit net à l'État	348 147	359 170	337022	407234	485667	78432
Dépôts de l'Etat	96 950	89 863	89 863	89 863	89 863	0
Créances sur l'État: v compris déficit BCC	445 097	449 033	426 885	497 097	575 530	78432
Créances sur les Banques commerciales	694 454	694 454	694 454	694454	694454	0
Dont refinancement	28 896	28 896	28 896	28 896	28 896	0
Comptes RME	665 559	665 559	665 559	665 559	665 559	0
Créances sur le secteur privé	31 864	31 864	3 1 864	31 864	31 864	0
Autres postes nets	1826980	1 839210	1845334	1 795312	1 732849	-62463
Encours bons BCC	42 500	22 500	37500	37500	37 500	0
Base monétaire	2533859	2612 179	2691304	2712579	2710505	-2074
Base monétaire (sens strict)	2.500965	2579246	2658366	2679605	2677547	-2'058
Circulation fiduciaire	1 689 8Q7	1 687700	1 696292	1 670473	1 663216	-7257
Hors système bancaire	1 557095	1 553590	1 549 184	1 536363	1 516 107	-20255
En banque	132712	134 110	147 109	134 110	147 109	12999
Dépôts des banques commerciales	798402	878790	9493]7	996376	1001574	5198
Avoirs excédentaires	-37820	31105	89019	136078	124962	-11116
Niveau de Réserves notifié aux banques commerc	836 222	847 685	860 298	860 298	876 613	16314
Dépôts des entreprises publiques	4 537	4 537	4 537	4537	4537	-0
Dépôts du secteur privé	8 219,	8 219	8 2 19	8 219	8 219	0
Dépôts en devises	26905	26937	26941	26970	26957	-13
Provisions pour importations	5 989	5 996	5 997	6 004	6 001	-3

Source: Banque Centrale du Congo

EVOLUTION DE L'ENCOURS BON BCC 2019

	Encours Bons BCC (en milliards CDF)			Coût Bons BCC (en milliards de CDF)			Cumul annuel
	Déc18 ,'	13/0312019	20/03/2019	Déc.18	13/0312019	20/03/2019	
7 jours	17,5	5,0	5,0	680,91	1,46	1,34	29,05
28 jour	15,0	15,0	15,0	255,89	-	-	275.49
84 jours	10,0	17,5	17,5	906,79	-	-	350;66
Total	42,5	37,5	37,5	1.843,59	1,46	1,34	654,54

Source: Banque Centrale du Congo

EVOLUTION DES ÉMISSIONS MONÉTAIRES EN 2019 (EN MILLIONS DE CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Cumul/An
Prévisions émissions	32676,30	54310,00	15000,00	101 986,30
Emissions = (A)	23168,70	54169,15	8207,30	85545,15
Destructions = (B)	5100,58	4655,90	46642,71	56399,19
Emissions nettes (C) = TA) - (8)	18068,13	49513,25	- 38435,41	29145,97
Recyclage	210 929,64	172055,28	155406,19	538 391,11
dont au Siège	91 691,15	53970,22	50016,60	195677,97
dont en provinces (*)	119238,49	118085,06	105389,59	342713,14

Source: Banque Centrale du Congo

GRILLE DES TAUX DU SYSTÈME BANCAIRE CONGOLAIS

Taux BCC (%)		Déc-18	Janv-19	Fév-19	Mars-19
Taux directeur		14	14	14	14
Facilité Permanente		15	15	15	15
Marché Interbancaire		6,4	5,0	6,6	6,7
Taux débiteur moyen des banques	MN	26 74	26,65	26,73	
	ME	16,47	15,82	15,63	
Taux Bons BCC	7 jours	1,57	1,00	4,50	
	28 jours	4,0	6,00	4,50	
	84 jours	-	7,00	7,00	
Taux Crédeur moyen des banques	MN	5,24	5,46	5,46	
	ME	3,42	3,47	3,47	

Source: Banque eentrale du eongo.

EVOLUTION DU SOLDE BRUT D'OPINIONS EN 2018 ET 2019

Secteur	2018												2019
	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
Solde global	12,5	9,4	17,6	17,9	10,9	26,4	5,9	1,8	.1,0	-3,1	.5,4	-2,3	6,2
Industries manufacturières	.10,2	11,4	.1,2	49,1	-4,0	0,1	11,0	12,3	13,0	21,2	13,6	23,3	33,4
Electricité et Eau	34,2	44,7	43,6	52,1	2,0	19,5	37,7	33,3	10,7	20,0	58,7	45,9	41,9
Industries extractives	20,0	11,8	26,7	23,6	27,5	40,5	12,4	5,0	5,9	5,3	.2,7	.5,3	7,8
Construction	-33,3	.25,6	.11,9	.40,7	.41,9	.22,9	5,3	.5,5	-47,0	.13,0	.86,9	.7,9	.68,2
Services	-48,4	-22,7	-33,1	-59,9	-34,9	-56,4	-65,4	-45,3	-50,7	-51,1	-.49,9	.28,2	.16,5

PLAN DE TRÉSORERIE DE LA BCC AU 28 DÉCEMBRE 2018 (EN MILLIARDS DE CDF)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL FIN DECEMBRE			AU 28 DECEMBRE 2018		
	2017	2018	VARIATION en %	PROGRAM MENSUELLE.	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	279,123	445,935	59,8	34,136	44,231	129,6
DECAISS.	283,032	445,863	57,5	34,136	44,226	129,6
RESULTAT	-3,910	0,073	101,9	-	0,005	

Source BCC

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	Taux de change CDF/USD				Var. hebdo en %				Var. en % par rapport à fin déc 2018			
	Taux Indicatif	Taux parallèle			Taux Indicatif	Taux parallèle			Taux Indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
31-déc.-18	1635,62	1668,33	1681,67	1675,00								
31-janv.-19	1636,95	1651,67	1664,33	1658,00	0,02	1,25	1,04	1,15	-0,08	1,01	1,04	1,03
28-lévr.-19	1637,01	1656,00	1665,67	1660,83	0,05	-0,04	-0,20	-0,12	-0,09	0,74	0,96	0,85
7-mars-19	1639,36	1660,00	1670,00	1665,00	0,02	-	-0,10	-0,05	-0,23	0,50	0,70	0,60
8-mars-19	1639,54	1660,00	1670,00	1665,00	0,00	0,00	-		-0,24	0,50	0,70	0,60
11-mars-19	1639,74	1657,67	1668,00	1662,83	-0,01	0,14	0,12	0,13	-0,25	0,64	0,82	0,73
12-mars-19	1639,46	1657,67	1666,33	1662,00	0,02	-	0,10	0,05	-0,23	0,64	0,92	0,78
13-mars-19	1639,60	1656,67	1665,67	1661,17	-0,01	0,06	0,04	0,05	-0,24	0,70	0,96	0,83
14-mars-19	1639,79	1657,00	1667,67	1662,33	-0,01	-0,02	-0,12	-0,07	-0,25	0,68	0,84	0,76
15-mars-19	1639,81	1658,67	1669,33	1664,00	-0,00	-0,10	-0,10	-0,10	-0,26	0,58	0,74	0,66
18-mars-19	1639,70	1660,00	1668,00	1664,00	0,01	-0,08	0,08	-	-0,25	0,50	0,82	0,66
19-mars-19	1639,70	1658,33	1670,00	1664,17	0,00	0,10	-0,12	-0,01	-0,25	0,60	0,70	0,65
20-mars-19	1638,81	1660,67	1671,00	1665,83	0,05	-0,14	-0,06	-0,10	-0,19	0,46	0,64	0,55
21-mars-19	1639,93	1662,00	1671,00	1666,50	-0,07	-0,08	0,00	-0,04	-0,26	0,38	0,64	0,51
variation hebdo					0,01	-0,30	-0,20	-0,25				

Source: Banque Centrale du Congo.

EXÉCUTION DU BUDGET EN DEVISES AU 14 MARS 2019

	31 dec-18	Cumul 2018	31-Janv-19	28-fevr-19	14-mars-19	Cumul 2019
Stock initial	1005,36	844,02	879,48	913,67	971,89	
1. FLUX EN RECETTES	114,70	1786,38	151,42	115,69	69,92	337,83
A. Recettes d'exploitation	54,39	419,35	49,19	42,65	2,31	94,95
1. Redevance de Contrôle de Change	5,01	63,36	5,49	4,36	1,67	11,53
B. Opérations de change	60,30	1367,03	102,23	73,04	67,61	242,88
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	60,30	1367,03	102,23	73,04	67,61	242,88
2. Rachats Financements extérieurs	-	-	-	-	-	
3. Achats interbancaires/ Adjudications'	-	-	-	-	-	
II. FLUX EN DEPENSES	240,58	1750,92	117,67	57,43	36,09	211,18
A. Dépenses du Trésor	206,84	1508,89	96,72	41,72	34,34	172,77
1. Service de la dette extérieure	2,58	124,22	7,15	7,08	1,34	15,57
2. Paiements diverses créances	-	2,88	-	-	-	
3. Fonctionnement	204,26	1381,79	89,57	34,63	33,00	157,20
- Fournisseurs étrangers	22,17	251,76	16,28	3,15	17,23	36,66
- CEN 1	94,83	513,83	27,72	5,90	-	33,62
B. Dépenses de la BCC	33,74	242,03	20,95	15,71	1,75	38,41
Ventes interbancaires	-	6,00	-	-	-	
BALANCE! 1-11)	~ 125,88	35,46	33,75	58,26	33,83	126,66
Stock final (SI+REC-DEP)	879,48	879,48	913,23	971,93	1005,72	1005,72

Source: Banque centrale du Congo.

Le chinois Huawei P30 Pro élu meilleur smartphone en photo

Le Huawei P30 Pro vient d'être élu meilleur smartphone en photo par la Technical Image Press Association, une association de 29 magazines de photographie européens. Il succède ainsi à son éminent prédécesseur, le P20 Pro, qui a remporté les TIPA Awards en 2018.

Sans surprise, le Huawei P30 Pro a été sacré meilleur smartphone en photo par les TIPA Awards 2019. Grâce à son quadruple capteur photo conçu par Leica, le terminal se distingue de la concurrence. Pour rappel, c'est la 3ème année de suite que Huawei remporte ce titre. L'an dernier, c'est le Huawei P20 Pro qui avait été élu meilleur smartphone en photo. En 2017, c'est le Huawei P10 Plus qui s'était distingué. Chaque année depuis 1991, les experts de la TIPA décernent des prix aux meilleurs produits dédiés à la photographie. Ils récompensent ainsi tous les ans des appareils photo hybrides, des reflex ou encore des objec-



Grâce à son quadruple capteur photo conçu par Leica, le terminal se distingue de la concurrence. DR.

tifs professionnels. Huawei est donc parvenu à se faire une place à côté de ténors du milieu, comme Nikon, Canon, Fujifilm ou Carl Zeiss. La TIPA loue particulièrement «l'algorithme «super-résolution» qui combine plusieurs images RAW en une seule image haute résolution» ou les performances impressionnantes en faible luminosité et dans le noir presque complet. Lors de notre test du Huawei P30 Pro,

nous avons nous aussi été épatés par les résultats du quadruple capteur photo, même lorsque la lumière se met à manquer. «Nous avons toujours dédié la gamme P à l'expérience photographique» explique Li Changzhu, Vice-Président de Huawei. Après avoir remercié les experts de la TIPA, il a estimé que des innovations comme «la gamme de filtres de couleurs RJB et le zoom optique 5x» permettent d'offrir

plus de liberté aux utilisateurs de smartphone. Pour rappel, le Huawei P30 Pro a déjà été élu meilleur smartphone en photo par DxO-Mark, avec un score de 112 points. Que pensez-vous de cet award? Huawei est-il parvenu à s'imposer comme l'expert absolu de la photo sur smartphone? Le constructeur

chinois espère en effet répéter le succès de la gamme des P20 en 2018. Au cours de cette année, Huawei espère écouler un total de 250 millions de smartphones... et se rapprocher encore un peu plus de la place de numéro 1 du marché, actuellement détenue par Samsung. D'après le rapport d'un média local

chinois relayé par nos confrères de Gizmochina, Huawei a préparé un stock d'environ 6 millions d'unités de smartphones pour le lancement des P30 et P30 Pro. Le fabricant s'attend donc à un carton similaire à celui de son prédécesseur. En 2018, les Huawei P20 se sont en effet vendus à 6 millions d'exemplaires en l'espace de 3 mois. Ce stock est destiné au marché chinois et international. D'autres exemplaires sont actuellement en cours de production dans les usines de Foxconn. Pour palier à la demande, la manufacture aurait même recruté de nouveaux ouvriers, pour un total de 50.000 employés sur les lignes de production. Au cours de l'année 2019, Huawei ambitionne de vendre plus de 20 millions de P30 dans le monde entier. Le constructeur s'attend donc à un succès analogue à celui des P20. Grâce à la gamme des P20, Huawei était par-

venu à vendre plus de 200 millions de smartphones au cours de l'année dernière. Le constructeur doit aussi ce record au carton des Mate 20, qui se sont écoulés à plus de 10 millions d'unités en un peu plus de 4 mois de commercialisation. En 2019, le fabricant souhaite aller encore plus loin et vendre jusqu'à 250 millions de smartphones. En 2020, Huawei vise le seuil des 300 millions de ventes afin de détrôner Samsung, le numéro 1 du marché. L'outsider chinois parviendra-t-il à s'imposer? Le P30 Pro est disponible à depuis le 5 avril, les précommandes étant déjà ouvertes. Il est décliné en versions 128 et 256 Go aux prix respectifs de 999 et 1099 € (hors abonnement). Huawei rejoint ainsi le club grandissant (malheureusement) des constructeurs proposant un smartphone grand public haut de gamme à plus de 1000 €. Espérons que son prix baisse dans les mois à venir... **FLORIAN BAYARD** ■

Sharp dévoile un smartphone pliable à la verticale

Sharp vient de lever le voile sur un étonnant prototype de smartphone pliable. Contrairement au Galaxy Fold de Samsung et au Mate X de Huawei, il se distingue par un écran qui se plie à la verticale à la manière des téléphones à clapet.



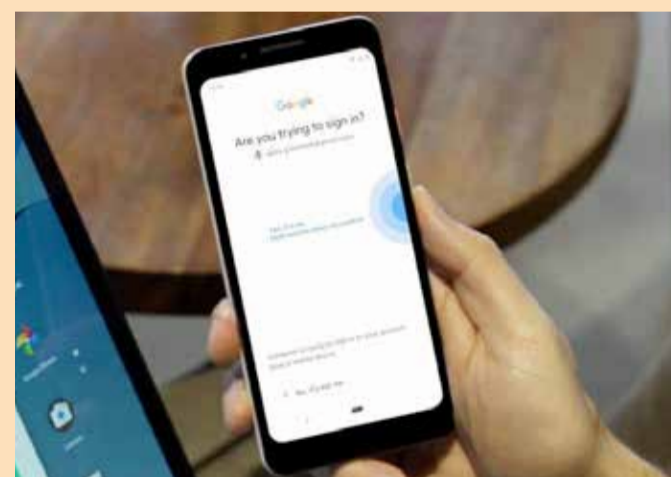
Il se plie à la verticale. DR. smartphone pliable présenté lors d'un événement organisé au Japon, rapportent nos confrères d'Engadget. Il est sublimé d'un écran AMOLED de 6,18 pouces résolution WQHD+ (1440 x 3040 pixels). Petite spécificité, il se plie à la verticale vers l'intérieur. La charnière qui permet à l'écran de replier ou de se déplier est donc située à l'horizontale en plein milieu de la dalle. D'autres proto-

types, non exposés, peuvent se plier vers l'extérieur. Contrairement au Mi Flex, au Galaxy Fold ou au Mate X, le smartphone ne peut pas se convertir en tablette. Une fois déplié, il ressemble à un simple smartphone. Replié, il a l'allure d'un smartphone à clapet moderne. À priori, l'intérêt d'un appareil de cet acabit paraît plutôt limité. On se rappellera que le constructeur japonais a déjà sorti quelques smartphones au design étonnant. D'après Sharp, l'écran du smartphone peut survivre à 300.000 pliages et dépliages (contre 200.000 fois pour le Galaxy Fold par exemple). Pour le moment, la firme n'a pas évoqué de date de commercialisation pour le smartphone. **FLORIAN BAYARD** ■

Quand votre compte Google devient impossible à pirater

Google transforme notre smartphone Android en clé de sécurité pour accéder à son compte sur Chrome. Il s'agit d'une forme d'authentification à double facteur mais qui se base également sur la géolocalisation: le mobile doit se trouver à proximité de l'autre appareil sur lequel on veut se connecter. De quoi bien complexifier la tâche aux pirates.

Google a annoncé lors de sa dernière conférence sur le cloud avoir mis en place un nouveau moyen pour protéger l'accès à votre compte. Il s'agit d'un genre de système d'authentification à double facteur encore plus poussé que ce dont on a l'habitude,



«La sécurité de compte ultime est dans votre poche». DR.

qui requiert pour se connecter une validation via son smartphone mais aussi que celui-ci soit géographiquement proche de l'appareil sur lequel vous souhaitez entrer sur votre compte Google. «La sécurité de compte ultime est dans votre poche», s'enorgueillit la firme de Mountain View, qui transforme ici notre mobile en clé de sécurité. Pour profiter de cette fonctionnalité, votre smartphone doit être sous la version d'An-

droid 7.0 Nougat ou supérieure. L'autre appareil doit quant à lui être sous Chrome OS, macOS X ou Windows 10, compatible Bluetooth, et la connexion doit avoir lieu via le navigateur Chrome. Voici les étapes à suivre pour paramétrer l'authentification à double facteur: **►** Si ce n'est pas déjà fait, se connecter à son compte Google sur son smartphone Android; **►** Activer le Bluetooth de son mobile et du

second appareil; **►** Sur votre second appareil, ouvrez Chrome et rendez-vous sur cette page; **►** Sélectionnez Validation en deux étapes puis cliquez sur Démarrer; **►** Rentrez votre mot de passe; **►** Votre smartphone devrait être détecté, cliquez sur Essayer Maintenant; Et voilà! Vous devrez désormais valider une connexion à votre compte Google depuis votre smartphone, ce qui devrait vous éviter tout risque de piratage. Par contre, soyez vigilants à garder votre smartphone près de vous. Alors, allez-vous utiliser cette fonctionnalité ou la trouvez-vous trop contraignante? Sinon, il y a aussi la clé USB Titan de Google comme autre solution de double authentification. **A. SCHMID** ■

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



C'EST CE QUI S'APPELLE UNE SALLE NOIRE DE MONDE, QUE NUL N'AVAIT JAMAIS REMPLIE AVANT OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE ET DE RENIEMENT, SUR LE THÈME «TOUS ENSEMBLE DERRIÈRE KABILA», LE P.A REFUSE DU MONDE SUR UNE TERRE PASSANT POUR HOSTILE, LAISSANT DES GRAPPES HUMAINES TRAÎNER DANS LES DÉPENDANCES DE CETTE FIKIN. LESOFT.



LE PARTI POUR L'ACTION (P.A).

LE PARTI DU CRABE.

À DUNDA, DANS KITOY, SUR NOS TERRES BÉNIES DE MASI-MANIMBA, RIVIÈRE LUYE.

LORS DU DEUXIÈME TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET RISQUENT LA NOYADE POUR ALLER SALUER «BAKALA YA NGOLO» VISIBLE SUR L'AUTRE RIVE. UN SUIVEUR PHOTOJOURNALISTE DE ANTENNE A TV IMMORTALISE LA SCÈNE. LE SOFT.

Absence crainte d'infos chez les jeunes sur le SIDA

Pendant le week-end du Sidaction, qui s'est déroulé le 6, 7 et 8 avril 2019, l'Institut français de sondage IFOP a publié une enquête menée auprès de 1002 jeunes français, de 15 à 24 ans, pour connaître leur niveau d'information sur le virus du SIDA.

En France, 173.000 personnes vivent avec le VIH. Parmi elles, 25.000 l'ignorent, alerte Sidaction. Chez les jeunes, 20% de ceux interrogés s'estiment mal informés sur le virus VIH/SIDA. Un constat qui s'accompagne d'une augmentation préoccupante d'idées reçues chez les adolescents.

DE FAUSSES CROYANCES.

Le sondage restitue plusieurs croyances alarmantes ancrées chez les jeunes:

- 26% considèrent qu'il existe des médicaments pour guérir du sida;
- 21% pensent que le virus du sida peut se transmettre en embrassant une personne séropositive;
- 18% pensent que la transmission peut se faire en entrant en contact avec la transpiration;
- 19% estiment que la pilule contraceptive d'urgence peut empêcher la transmission du virus (soit +9 points par rapport à 2015);
- 91% des jeunes pensent que le préservatif est efficace pour empêcher la transmission du VIH/sida (soit une perte de 7 points depuis 4 ans).

Et si 14% de jeunes



«En 2019 n'oublions pas que le virus du SIDA est toujours là». DR.

admettent avoir été exposés au moins une fois à un risque d'être contaminé par le VIH, seuls 39% d'entre-eux ont fait un test de dépistage suite à cette expérience. À contrario, 32% estiment avoir moins de risques d'être contaminé que les autres alors que 42% se disent mal informés sur les lieux de dépistage. Toutefois, Florence Thune, directrice générale de Sidaction, trouve encourageant que 49% des jeunes se disent bien informés sur le fait qu'une personne atteinte du VIH - qui suit correctement son traitement - ne peut pas transmettre le virus du Sida.

UN MANQUE D'INFORMATION.

Parmi les sondés, 15% disent n'avoir jamais bénéficié d'un enseignement au cours de sa scolarité. Un manque d'information en milieu scolaire dont s'est alarmé le gouver-

nement. C'est pour cette raison que le Ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a publié une circulaire demandant aux acteurs du monde

éducatif (recteurs, inspecteurs, directeurs...) de respecter la loi de 2001 rendant obligatoire «une information et une éducation à la sexualité dans les écoles,

les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles.» A ce titre, l'IFOP rapporte que «près de sept jeunes interrogés sur dix estiment que les

élus locaux (75%), le pouvoir public (72%) ou le ministère de l'Éducation nationale (67%) n'en font pas suffisamment en matière d'information sur le VIH/sida.» Dans un contexte marqué par la diffusion de «fake news», 54% des adolescents interrogés ne font pas confiance aux messages transmis sur les sites spécialisés ni sur les médias traditionnels (51%). Paradoxalement, ce sont les canaux les plus utilisés pour s'informer. Au vu des résultats de cette enquête, Florence Thune, déclare qu'il «est urgent de reprendre les fondamentaux en terme d'information et de prévention». Elle estime qu'il faut élargir la diffusion d'information en dehors de la sphère scolaire et qu'une «volonté et un engagement politique» sont nécessaires pour diminuer le nombre de contaminations

chez les jeunes, de 15 à 24 ans, en augmentation de 24% depuis 2007.

ENVOYEZ VOS DONNS.

En 2018, le Sidaction rapporte que grâce aux dons:

- 37 projets ont été soutenus en recherche, clinique et sociale;
- 35 programmes ont été menés par 32 associations dans 19 pays;
- 118 projets d'aide aux malades & de préventions ont été menés par 81 associations.

Comme le rappelle un des slogans de l'association: «en 2019 n'oublions pas que le virus du SIDA est toujours là». Pour soutenir la recherche, n'hésitez pas à faire un don par téléphone (110), en ligne (www.sidaction.org), ou par courrier à Sidaction, 228 rue du Faubourg Saint-Martin 75010 Paris.

M. D'HERCLONVILLE ■

Bicarbonate: la poudre magique

Derrière le nom de bicarbonate de sodium, se cache une poudre «à tout faire» dont le succès ne s'est jamais démenti depuis 1846. Comment l'utiliser? Et quelles sont ses vertus santé et beauté ou encore pour son intérieur? Découvrez les secrets du bicarbonate.



Avec lui, exit les résidus alimentaires déposés entre les dents à l'origine de caries. DR.

Il était déjà adulé par nos grands-mères et les grands-mères de nos grands-mères, qui l'utilisaient à toutes les sauces: dans leurs plats cuisinés, de l'entrée au dessert, mais aussi pour

ses vertus de fée du logis, ainsi que pour résoudre les bobos au quotidien, faire régner l'hygiène et améliorer le bien-être de chacun (animaux de compagnie inclus). Le tout pour une somme modeste et une efficacité redoutable.

Une étude américaine parue dans le Journal of Immunology vient de montrer que consommer du bicarbonate de soude chaque jour à petite dose pourrait réduire l'inflammation des maladies comme la polyarthrite rhumatoïde. Preuve est faite des vertus antiacides de la petite poudre magique. Mais le bicar-

bonate a aussi bien d'autres propriétés. Découvrez-les dans ce dossier.

Désinfectant, asséchant, désodorisant, purifiant, détartrant, assainissant..., il est tout à la fois, et celles qui apprennent à s'en servir au quotidien ne peuvent bientôt plus s'en passer. Génie de la maison, c'est également un génie de la santé et de la beauté.

Grâce à son pH alcalin (entre 8 et 8,4, sachant qu'un pH est neutre à 7), le bicarbonate de soude neutralise les acides gras (graisses végétales et graisses animales). C'est ce qui en fait un redoutable ennemi

de l'acidité gastrique (brûlure d'estomac). Il aide à gérer les nausées des lendemains de fête. Et lorsqu'on l'ajoute à l'eau de cuisson de certains aliments (choux, légumineuses, féculents...), il facilite leur digestion.

Certains cuisiniers malins en glissent même une pincée dans leur recette de fondue pour la rendre plus aérée et plus digeste!

Conjuguées, les propriétés du bicarbonate promettent des applications aussi diverses qu'utiles, de l'armoire à pharmacie à la trousse de beauté, sans oublier l'hygiène.

► *C'est un ami des dents:* avec lui, exit les résidus alimentaires déposés entre les dents à l'origine de caries. Il combat la plaque dentaire, rafraîchit l'haleine (en bain de bouche) et fait un sourire de star en blanchissant les dents.

► *Il exfolie la peau:* ses fins cristaux aux angles multiples lui procurent un effet abrasif dont les pouvoirs sont tempérés par le fait qu'ils se

dissolvent dans l'eau. Utilisé comme peeling pour le visage, par exemple, il assainit, exfolie la peau sans l'agresser et ravive un teint brouillé.

► *Il chasse le calcaire de nos appareils ménagers:* en évitant le phénomène de précipitation du calcium et du magnésium de l'eau, il empêche la formation de tartre. Ce qui peut être utile aussi en cosmétique, pour corriger la dureté de l'eau de nos bains comme pour nous assurer un sourire éclatant.

► *Il aspire les odeurs:* en modifiant le pH des acides jusqu'à le rendre neutre, il neutralise les mauvaises odeurs.

► *Il détruit les champignons:* c'est un destructeur de mycoses, champignons et autres moisissures. Là encore, il apporte des solutions pour l'hygiène de tous les jours, et du coup, pour notre santé.

Son usage interne est contre-indiqué pour les personnes souffrant d'insuffisance cardiaque ou rénale.

TOP SANTÉ ■

KN'S

www.kinsonline.net 2017 www.kinsonline.net

Même choix éditorial que son frère aîné. Même rigueur. Sorti de la cuisse de Jupiter.



Différence de libido, rééquilibrez le désir

Le décalage de désir dans le couple est le premier motif de consultation chez les sexologues. «Il/elle me repousse à chaque fois que je le/la touche», «Nous n'avons pas les mêmes envies, et jamais au même moment»... Source de frustration et de colère, il peut nuire à la relation à long terme. Quelles en sont les causes?

Comment faire pour rééquilibrer le désir? Marie-Line Urbain, sexothérapeute et psychopraticienne, éclaire sur le sujet. L'absence de rapports sexuels n'est pas problématique si les deux membres du couple sont heureux et épanouis. Cela devient un problème dès lors qu'un des deux est frustré. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce problème touche autant les hommes que les femmes et tous les âges. Ce qui diffère, c'est la réaction des hommes et des femmes face à un conjoint qui refuse de faire l'amour.

«Quand ce sont les femmes qui se plaignent, elles ne trouvent pas normal que leurs hommes n'aient pas envie car il y a encore ce stéréotype selon lequel les hommes sont forcément demandeurs de sexe et que chez eux la sexualité est mécanique. Alors qu'une femme qui n'a pas envie de faire l'amour, c'est plus 'commun'. Il y a malheureusement encore trop de clichés sur la sexualité des hommes et des femmes», regrette la sexologue.

«Il/elle me repousse à chaque fois que je le/la touche», «Nous n'avons pas les mêmes envies, et jamais au même moment»... Source de frustration et de colère, il peut nuire à la relation à long terme. Quelles en sont les causes?

CONSULTER UN SPÉCIALISTE. Quand on reproche à l'autre son manque de libido et qu'on ressent de la frustration, la première chose à faire est d'en parler avec son conjoint et ne surtout pas culpabiliser. «Les personnes confrontées à ce problème ont tendance à se dire «c'est ma faute», «il/elle n'a pas envie car il/elle ne me désire plus»,



Il est possible de montrer son désir sans les mots, cela peut être très excitant. DR.

«je n'ai pas su le/la satisfaire, il/elle est allé(e) voir ailleurs'. Cela peut arriver qu'il y ait quelqu'un d'autre, mais quand ils viennent consulter en couple, c'est pour arranger les choses», constate Marie-Line Urbain. Si la situation devient pesante pour l'un ou pour l'autre et que la communication ne parvient pas à dénouer le problème, mieux vaut ne pas attendre pour consulter un spécialiste. Car plus l'éloignement sexuel est ancré, plus le travail sera long.

PROBLÈMES MÉDICAUX.

La première chose à faire est d'écarter tout problème médical. En questionnant les couples, le ou la sexologue peut identifier un problème de santé responsable d'une baisse de libido. Cela peut être: **► Une dépression.** «Les sexologues peuvent aider les personnes déprimées à retrouver le désir mais elles ont parfois besoin d'un traitement médicamenteux en complément, d'où la nécessité d'aller voir un médecin»; **► Une maladie** comme le diabète ou l'hypertension, qui peuvent faire baisser le désir sexuel; **► Certains traitements** médicamenteux; **► Un déséquilibre hormonal** thyroïdien; **► Une chute brutale** de la testostérone chez un homme grand sportif ayant arrêté le sport subitement (à cause d'une blessure ou d'un autre problème de santé). «Les grands sportifs produisent beaucoup de testostérone, une hormone qui stimule la libido.

Quand ils arrêtent brusquement, le taux chute et devient trop bas. Mais ce cas de figure est rare. Cela représente environ 3% des cas de baisse de désir sexuel». Après avoir mis de côté tout problème médical, le sexothérapeute doit déterminer l'origine psychologique de la différence de libido dans le couple. «Il faut d'abord voir s'il s'agit d'un problème de couple ou un problème individuel», explique Marie-Line Urbain. Lorsqu'il s'agit d'un problème de couple qui s'est installé au fil des années, il existe plusieurs solutions aux problèmes de «synchronisation» du désir.

SOLUTIONS POUR RÉÉQUILIBRER.

• **Retrouver des moments intimes à deux.** La passion des débuts s'est peu à peu éteinte, la routine s'est installée, les enfants sont arrivés. Une relation amoureuse s'entretient continuellement. Le temps qui passe peut parfois nuire au désir sexuel. «Au fur et à mesure que la relation avance dans le temps, la passion s'atténue et on remarque davantage les défauts de l'autre. Il est important de tout mettre en œuvre pour 're-admirer' l'autre», insiste la sexothérapeute. Si les moments intimes à deux se font de plus en plus rares, n'hésitez pas à les programmer. «Même si on est parents, le rôle d'amants ne doit jamais se perdre». **• Être à l'écoute de l'autre.** Faire plaisir à l'autre, prendre le temps de l'écouter et de le conseiller entretient

les liens, la complicité et indirectement le désir. «Je recommande toujours à mes patients de passer du temps de qualité à deux. Cela passe par des moments de partage et surtout pas des moments à deux, mais chacun rivié sur son téléphone portable». **• Partager ensemble des rituels.** Vivre ensemble des rituels ou des passions communes

donnent envie d'être avec l'autre car c'est plaisant. **• Exprimer ses émotions à l'autre.** Celui qui repousse l'autre par manque de libido a ses raisons. Parfois, des problèmes au travail ou d'autres contraintes peuvent en être la cause. «Exprimer ses émotions à l'autre permet d'évacuer sa colère et sa mauvaise humeur et de passer à autre chose».

• Maintenir une certaine forme de tendresse au quotidien. La tendresse passe par le toucher. Malheureusement, chez certains couples, le toucher est forcément assimilé au sexe. «On en arrive à ce genre de phrase repoussante: 'dès que tu me touches, c'est pour du sexe'. Résultat, celui ou celle qui est demandeur n'ose plus rien tenter et l'autre appréhende toujours ce moment où il devra dire

non», observe la spécialiste. Pour ne pas en arriver là, un couple doit savoir entretenir le désir au quotidien grâce au toucher et avoir des gestes tendres qui ne mènent pas systématiquement au sexe. Une main dans le dos quand vous êtes devant un film, un baiser dans le cou quand l'autre fait la cuisine, sont des petites attentions tendres qui ne sont pas des invitations au sexe mais qui entretiennent le désir.

• Montrer son désir... sans passer à l'acte. Parfois, le problème peut venir d'une incapacité à montrer son envie de sexe à l'autre de façon subtile ou ludique. Il est possible de montrer son désir sans les mots, cela peut être très excitant. Montrer qu'on a envie de l'autre avec des petits gestes discrets fait monter le désir, surtout quand

la demande se fait dans des endroits où il est impossible de faire l'amour (pendant un dîner entre amis, une session shopping...). «La sexualité est un jeu entre adultes. Il ne faut pas hésiter à être différent du quotidien et à jouer des rôles. **• Parler de sexe quand ça va mal et quand ça va bien.** Parler de sexe quand ça va mal, c'est la première chose à faire pour trouver une solution au problème. Mais ce qu'on ne fait pas assez, c'est parler de sexe quand tout se passe bien. Se remémorer des moments intimes intenses, plaisanter sur des situations passées cocasses, dire à l'autre ce qu'on a aimé ou pas après une relation sexuelle, permettent d'alimenter la complicité dans le couple et donnent envie de recommencer.

De plus en plus de Japonais n'ont jamais eu de rapport sexuel

Environ un trentenaire japonais sur 10 n'a jamais eu de relation hétérosexuelle et le nombre d'adultes sans expérience sexuelle au Japon augmente, selon une nouvelle étude basée sur des données d'enquêtes nationales.



Des personnes se déclarant vierges se sont augmentées. DR.

Environ un trentenaire japonais sur 10 n'a jamais eu de relation hétérosexuelle et le nombre d'adultes sans expérience sexuelle au Japon augmente. Des données comparables d'autres pays développés montrent que «les adultes japonais ont tendance à devenir sexuellement actifs plus tardivement et qu'une proportion sensiblement supérieure d'entre eux demeurent sans expérience hétérosexuelle jusqu'à l'approche de la quarantaine». Cette étude de l'Université de Tokyo a utilisé les données de sept séries de l'Enquête nationale sur la fer-

en 1987 ou en 1992.

DIFFICILES RENCONTRES.

Les données de l'étude ne comportent aucune information sur les relations homosexuelles. Mais les auteurs estiment que, même en supposant que 5% des personnes interrogées n'aient que des relations homosexuelles, «on pourrait toujours dire qu'environ un homme sur 20 et une femme sur 20 de 30 à 39 ans (...) n'ont jamais eu de relation sexuelle». Les auteurs de l'étude estiment que le Japon semble se distinguer des autres pays. Des chiffres rassemblés aux États-Unis par exemple ne constatent que 1,9% de femmes âgées de 30 à 34 ans et 0,9% de femmes de 35 à 39 ans disent n'avoir pas eu de partenaire sexuel de sexe opposé. Pour les hommes aux États-Unis, ces taux sont de 3,1% et 1,4% respectivement. Ces constatations devraient être sujet de préoccupation

dans le contexte d'un Japon dont la population décline et le taux de fertilité est bas. Le gouvernement japonais tente de s'attaquer au problème par des mesures incitatives et des aides aux mères qui travaillent dont une augmentation du nombre de places en crèche. «La situation des personnes qui restent sans expérience sexuelle du fait de difficultés à trouver un partenaire (...) pourrait être prise en considération dans les politiques à venir destinées à augmenter le taux de natalité», écrivent les auteurs. L'épidémiologiste Peter Ueda, qui a dirigé cette étude, estime que «l'inactivité ou le manque d'expérience sexuels, volontaires ou non, ne doivent pas être montrés du doigt comme un phénomène exotique, ridiculisés ni forcément considérés comme un sujet d'inquiétude pour chacun».

AFP/RELAXNEWS ■

Macron, Hollande ou Chirac

Derniers réglages pour un président sous pression. Enfermé à l'Élysée, il met la dernière main aux annonces choc censées relancer un quinquennat ébranlé par la crise des Gilets jaunes. Interdiction de décevoir... Et l'Élysée se transforma en coffre-fort... Le fer à souder le plus puissant n'était pas en mesure de percer l'épais secret qui planait à l'aube des annonces présidentielles sur la sortie de crise. Un confinement militaire revendiqué, destiné à ménager la surprise pour créer, dit-on au sommet de l'État, «un effet de souffle».

UN CAVALIER SEUL QUI AGACE.

Selon les rares informations qui filtraient en fin de semaine, le président pourrait intervenir lundi soir - «en début de semaine», selon son entourage - lors d'une allocution solennelle retransmise en direct. Sur quelle chaîne? Mystère... Emmanuel Macron serait aussi tenté par une émission au format innovant, lui qui a déjà surpris avec sa lettre aux Français en janvier. Son souci, revendiqué? Se faire comprendre du plus grand nombre. «Il est un peu blessé de voir que son action n'est pas com-



Le Grand débat sur les Gilets jaunes, Macron attendu lundi à la télévision. AFP-LUDOVIC MARIN.

prise», constate un ami. Sur les mesures qu'il prépare, c'est encore plus opaque. Comme il l'avait fait avant ses annonces à 10 milliards du 10 décembre, le président travaille son intervention au secret avec une garde rapprochée des plus restreintes: ses proches conseillers Alexis Kohler et Philippe Grangeon, le patron du MoDem François Bayrou, le président de l'Assemblée Richard Ferrand, en lien avec le Premier ministre et des ministres comme le chef

de la diplomatie Jean-Yves Le Drian. Pour le reste, la quasi-totalité de l'exécutif est dans l'expectative la plus totale sur ses intentions. «On a fait des suggestions, des propositions. Et le président tranchera», concède un important ministre, guère plus avancé. Ce processus de décision solitaire agace, y compris ses fidèles. «Il aurait dû organiser un séminaire gouvernemental pour trancher», sermonne un habitué du Palais, inquiet, qui as-

sène: «Macron est dans la situation du type qui doit choisir seul entre 70 plats à la carte d'un restaurant, alors qu'il n'y connaît rien en cuisine!» Au gouvernement, on n'apprécie pas davantage. «Pour les cabinets ministériels, ce n'est pas facile», rouspète un conseiller. Dans l'entourage d'Edouard Philippe, secret oblige, on assume le risque que le service après-vente des mesures se transforme en patinoire verglacée pour les ministres et la majorité. Pour se nourrir, le

chef de l'État s'est mis en mode éponge, recevant des dizaines, pour ne pas dire des centaines de messages sur son smartphone... auxquels il n'a pas toujours répondu. Il s'est immergé dans les comptes rendus des 630 000 pages du Grand débat. Et a demandé à ses ministres de concocter des idées «transformantes», selon son mot. Agnès Buzyn (Santé), Jean-Michel Blanquer (Éducation) ou François de Rugy (Écologie), pour ne citer qu'eux, ont

fait remonter des pistes. Depuis plusieurs semaines, la dernière partie du Conseil des ministres est aussi consacrée à une séquence «boîte à idées». Avec plus ou moins de succès: «Certains ont été priés de retravailler leur copie», souffle une source. Une chose est assurée, Macron veut des mesures à effet immédiat, notamment en matière de pouvoir d'achat. Le Premier ministre a déjà promis des baisses d'impôts. «Le PR veut des résultats visibles, du rapide et du concret. Il est obsédé par ça», assure un ministre. Au-delà, il entend donner la feuille de route de ce qu'il appelle «l'acte II» du quinquennat. Et pas question de se renier en enterrant les réformes à risque des retraites ou de l'assurance-chômage. Quant au rétablissement de l'ISF, c'est niet à ce stade. Un Marcheur défie: «Vous me demandez s'il va devenir Hollande ou Chirac? Ben non!»

FINANCE PRESS GROUP.
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

FONDATEUR
Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Le Soft International
Kin's
Global site www.lesoftonline.net/
www.lesoft.be
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
kkmtry@lesoft.be
info@lesoft.be
SIP-ÀFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Alain Bubu Kiese.
Phone +243-815302583.
DIRECTEUR ADMINISTRATIF & COMMERCIAL
Yerkis Muzama.
Phone +243-818371479.
Directeur associé
Yves Soda.
Marketing:
Sophia Ahmadi Somji.
Phone +243817780000.
Directeur de la publication.
Munyonga Mubalu.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux. Belgique. Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2017 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters
THE NEWSPAPER
LE SOFT INTERNATIONAL
IS PUBLISHED BY
FINPRESS GROUP | DIFFUSION
MONDE PRESSHOP.

Le plus grand avion du monde

Stratolaunch a fait voler samedi au-dessus d'un désert californien le premier vol d'essai du plus grand avion du monde, dont l'envergure est plus grande de près de moitié que celle d'un Airbus A380. L'envergure de l'engin, 117 mètres, est plus grande qu'un terrain de football. Un Airbus A380 mesure 79,75 m d'envergure. L'étrange appareil, construit par la mythique société d'ingénierie aéronautique Scaled Composites dans le désert du Mojave, a deux fuselages et est propulsé par six moteurs de Boeing 747. Il doit servir en théorie à emporter et larguer en altitude une



L'envergure de ce plus grand avion du monde de la firme Stratolaunch, 117 m, est plus grande qu'un terrain de football. Matt Hartman-AP-SIPA.

petite fusée qui allumera alors son moteur, et se propulsera vers l'espace pour placer des satellites en orbite. C'est une méthode d'accès à

l'espace plus souple que les décollages de fusées à la verticale, car il suffirait d'une grande piste de décollage. L'avion Stratolaunch a décollé de

l'aéroport et «spatioport» de Mojave, en Californie, à 06H58 heure locale, et est resté en l'air pendant deux heures et demie. Jusqu'à présent, l'avion

n'avait fait que des essais de roulage au sol. La vitesse maximale durant le vol a été de 304 km/h (189 miles/heure, selon Stratolaunch), et l'avion est monté jusqu'à 17.000 pieds, soit 5.182 m. «Quel premier vol fantastique», s'est félicité le DG, Jean Floyd. «Le vol d'aujourd'hui fait avancer notre mission de proposer une solution alternative flexible aux systèmes de lancement au sol». Stratolaunch était financée par un cofondateur de Microsoft, Paul Allen, afin de devenir un nouvel acteur du marché des lancements de petits satellites. Mais son décès en octobre 2018, rend incertain l'avenir du Stratolaunch.